

مكتبة من الأصل

Le scandale du Crédit suisse est le plus important de l'histoire helvétique

LIRE PAGE 40

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Argentine, 1,20 \$; Belgique, 1,20 \$; Brésil, 1,20 \$; Canada, 1,20 \$; Espagne, 1,20 \$; France, 1,20 \$; Allemagne, 1,20 \$; Italie, 1,20 \$; Japon, 1,20 \$; Royaume-Uni, 1,20 \$; Suisse, 1,20 \$; États-Unis, 1,20 \$.

5, RUE DES ÉCLAIRÉS
75007 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6097-25 Paris
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Paris entre Québec et Ottawa

Près de dix ans après le « Vive le Québec libre » du général de Gaulle, le président de la République recevra jeudi 28 avril un ministre des affaires étrangères qui ne peut être son nom : M. Claude Morin, ministre des affaires étrangères de la province canadienne, en l'absence de son collègue fédéral, M. Jean-Jacques Gauthier, ministre des affaires étrangères du Canada.

Ainsi M. Giscard d'Estaing observe-t-il un équilibre dont son prédécesseur ne s'embarrassait pas. Les circonstances, il est vrai, sont différentes. En l'absence du 24 juillet 1967 à Montréal un cri jugé à l'époque séditieux, le général de Gaulle provoqua un scandale international et donna une dimension nouvelle à la communauté francophone d'Amérique.

Méconnaissances, brocardes, réduites, dans l'esprit de leurs cousins français, à une survivance folklorique, les Québécois, au lieu de se foudre de bonne grâce dans le « creuset » anglo-saxon, s'obstinent à exister à contre-courant de l'histoire. Le général de Gaulle voulut obliger le reste du monde, et, pour commencer, les Français, à prendre au sérieux sa volonté d'émancipation.

Cet objectif est largement atteint. Les nationalistes québécois, qui commençaient alors à peine à passer de la parole aux actes (la « révolution tranquille » de Jean Lesage date de 1960), se sont de plus en plus affirmés. Si le fédéralisme a desservi leur cause en 1970, c'est par la voie la plus régulière et la plus démocratique que les indépendantistes de M. René Lévesque sont arrivés au pouvoir à Québec en novembre dernier.

Aujourd'hui, Paris n'a pas à faire un choix qui embarrasserait d'ailleurs ses bénéficiaires. Il s'agit pour la France — a dit le porte-parole du Quai d'Orsay en commentant la visite de M. Morin — « de maintenir des liens directs et particuliers avec le Québec sans prendre parti dans le différend constitutionnel qui peut opposer Ottawa à Québec ».

« Quelle que soit l'évolution du différend, a-t-il ajouté, le gouvernement français entend développer sa coopération avec la première communauté de langue française dans le monde sans porter préjudice à ses relations amicales avec le Canada, et notamment avec les Canadiens d'expression française qui ne résident pas au Québec ».

L'intérêt majeur de la France au Canada, et dont nul ne conteste la légitimité, est celui qu'elle porte au développement de cette communauté territoriale « de souche française », qui est non seulement la première, mais la seule dans le monde en dehors d'elle-même et des minorités francophones limitrophes.

Cet intérêt ne saurait cependant aller jusqu'à influencer le choix que feront pour leur avenir les descendants des fondateurs du Canada. C'est à eux, et à eux seuls, comme l'a rappelé M. Morin avant son départ, de décider quelle est la meilleure voie : celle de l'indépendantisme ou celle du fédéralisme amendé par « le bilinguisme et le bicaméralisme pour tout le Canada » chers à M. Trudeau. Aujourd'hui, le fédéralisme est dans l'impasse alors que l'indépendantisme a le vent en poupe, mais les jeux ne sont pas faits.

M. Morin et M. Morin ont les difficultés qu'ils doivent encore vaincre pour devenir majoritaires, non seulement au Parlement, mais dans l'électorat québécois, et franchir le pas décisif.

S'il est un vain que les Français peuvent fournir sans parti pris, c'est que le « différend constitutionnel » canadien soit promptement réglé. Comment intensifier-ils les échanges avec le Canada (1 % du commerce extérieur français) et développeront-ils leurs relations avec les Canadiens « d'une côte à l'autre », et notamment le million de « par-lait français » qui résident en dehors du Québec, tant que subsiste un contentieux aussi ancien que le pays lui-même ?

LES RÉACTIONS AU PROGRAMME D'ACTION GOUVERNEMENTAL

Le R.P.R. votera la confiance sans l'accorder

M. Raymond Barre, qui a sollicité, mardi après-midi 26 avril, un « vote de confiance » de l'Assemblée nationale et du Sénat en faveur de son « programme d'action » pour les douze mois à venir, est assuré d'avoir satisfaction jeudi soir, mais il ne sortira pas vraiment renforcé de cette épreuve. Son action passée et ses projets ont naturellement été critiqués avec vigueur par les porte-parole de l'opposition, au premier rang desquels MM. Mitterrand et Balladur, mais les signataires du programme commun de gouvernement de la gauche n'ont pas été les seuls à manifester leur insatisfaction.

Les propos tenus à la tribune du Palais-Bourbon par les porte-parole de la majorité et plus particulièrement par celui du R.P.R., M. Labbé, qui attendait et qui souhaite « un tout autre souffle politique », font douter que M. Barre puisse s'imposer demain mieux qu'hier comme « coordinateur de la majorité ».

• Accueil favorable du patronat • Réserve ou hostilité des syndicats

A l'exception des dirigeants de l'industrie de l'automobile et des transports, qui s'inquiètent des conséquences de la nouvelle augmentation du prix de l'essence, les milieux patronaux ont réagi favorablement au programme d'action présenté, le 26 avril, par M. Raymond Barre. Ils soulignent cependant que les propositions gouvernementales sont loin de régler tous les problèmes qui préoccupent les chefs d'entreprise.

« D'accord pour engager des négociations avec les syndicats, afin d'obtenir aux salariés la possibilité de prendre une préretraite avant soixante-cinq ans », M. Ceyrac, président du C.N.P.F., estime que bien des choses devraient être revues « dans l'esprit de faciliter effectivement l'animation et le progrès de notre situation économique ». M. Léon Gingembre, président de la Confédération générale des P.M.E., s'est déclaré, lui, favorable à des élections immédiates le « gouvernement ne paraissant pas pouvoir refaire l'unité de sa majorité ».

Les réactions des syndicats vont de la réserve à l'hostilité. Jugées « ponctuelles mais insuffisantes » par F.O., les dispositions présentées par le premier ministre sont qualifiées de « dérisoires » par la C.G.T. La C.F.D.T. souligne « la minceur des propositions faites pour remédier à la gravité de la situation sociale », alors que la C.G.C. aurait souhaité « plus d'ambition et d'innovation ».

Résidence surveillée

Obligé de constater, non sans lucidité qu'« un sentiment de malaise et même d'inquiétude persiste dans notre pays », M. Barre a été bien avisé d'engager la responsabilité de son second gouvernement sur son « programme d'action » pour les douze mois à venir et non sur sa « politique générale ». On comprend moins bien qu'il se soit conformé, au terme de sa « communication », au rituel des déclarations solennelles et ait lancé un appel à tous ceux qui sont censés appuyer son action : « Il est indispensable que le pays sache que le gouvernement est soutenu sans arrière-pensée ni double jeu par une majorité unie et résolue ».

Le chef du gouvernement méconnaît-il autant que le chef de l'État la réalité parlementaire ? Est-il aussi ignorant que son maître de la sensibilité de ce milieu ? Avant-il été induit en erreur par M. Labbé, président du groupe R.P.R. qui, après s'être entretenu avec lui samedi matin, s'était déclaré « tout à fait satisfait de la forme prise par la concertation avec le premier ministre » ? M. Labbé lui-même a-t-il été contraint de durcir le ton en raison du mécontentement et de l'agacement de sa « base » ? Toujours est-il que l'appel de M. Barre s'est heurté à une cin-

giante fin de non-recevoir : « Il est clair, répondit, en effet, M. Labbé, que notre accord ne peut pas approbation de l'ensemble de votre politique. La tâche la plus importante pour nous, c'est de restaurer la confiance. Cette tâche nous n'avons pas la sentiment que votre gouvernement soit, dans sa forme actuelle, capable de l'assumer... Vos propositions ne répondent pas au problème politique qui se pose aujourd'hui à la France... Nous espérons les mesures que vous nous proposez sans avoir le sentiment d'accorder à votre gouvernement une confiance que seule une action d'un tout autre souffle pourrait nous conduire à vous accorder ».

Il était impossible d'être moins encourageant et plus dur à l'égard d'un premier ministre qui avait pourtant eu la prudence de se limiter à l'exposé de son plan économique et social. Il était bien gardé, comme on le lui avait demandé, de faire la moindre allusion aux affaires européennes qu'à un changement de la loi électorale dont le R.P.R. a confirmé mardi qu'il ne voulait à aucun prix. MM. Chaban-Delmas et Foss s'engageant à ne plus faire campagne pour le retour à la représentation proportionnelle.

Le divorce entre les gaullistes 1971 et le pouvoir, indissoluble de l'automne 1976 et éternisé au mois de mars par les épisodes tragi-comiques de la « bataille de Paris », n'avait jamais été aussi officiellement et aussi ouvertement proclamé.

RAYMOND BARRILLON.
(Lire la suite page 8.)

Les dispositions du « plan Barre bis »

- EMPLOI.
— Exonération de la cotisation patronale sur les salaires des jeunes et des apprentis embauchés ;
— Recrutement de vingt mille vacataires dans le secteur public ;
— Extension à négocier entre patronat et syndicats du régime de la préretraite ;
— Prime de 10 000 F aux immigrants chômeurs retournant dans leur pays ;
— Multiplication des stages de formation professionnelle ;
— Elargissement des contrats emploi-formation aux veuves et aux femmes seules ayant charge d'enfant ;
— Prime de 4 850 F aux jeunes trouvant du travail à l'étranger.
- FAMILLES.
— Majoration de 10,2 % des allocations familiales le 1^{er} juillet ;
— Création en 1978 du « complément familial » ;
— Octroi d'un congé temporaire sans solde pour les mères seules ;
— Rehaussement des pensions des veuves ;
— Dotation accrue au Fonds national d'action sanitaire et sociale pour développer l'aide ménagère.
- INVESTISSEMENTS PUBLICS.
— Déblocage de la moitié (1,25 milliard) des crédits du Fonds d'action conjoncturelle ;
— Relance de 825 millions d'autorisations de programme pour accélérer certaines opérations.
- FINANCEMENT.
— Hausse de l'essence (6 centimes par litre sur le super) ;
— Perceuse accélérateur de certaines taxes ;
— Emprunt d'Etat de 6 milliards, indexé sur l'unité de compte européenne et doté d'avantages fiscaux ;
— Endettement de 5,8 milliards du Trésor, à court et moyen terme.

HAUSSE DES PRIX TRÈS FORTE EN MARS

(Lire page 42.)

Phuriel
une nouvelle série d'ouvrages enfin accessibles au grand public dans...

Le LIVRE de POCHES

AMALRIK
L'Union Soviétique survit-elle en 1984 ? (Fayard)

ARON
Essai sur les libertés (Calmann-Lévy)

BETTELHEIM
Le cœur conscient (Laffont)

GOUBERT
Louis XIV et vingt millions de Français (Fayard)

JOUVENEL
Du pouvoir (Hachette)

RUVER
La gnose de Princeton (Fayard)

Vol. de 12 à 20 F

LE LIVRE DE POCHES LE VRAI

UN ENTRETIEN AVEC M. OTMAR EMMINGER

« Nous ne nous opposerions pas à une nouvelle hausse du deutschemark » nous déclare le président désigné de la Bundesbank

M. Otmar Emminger, président désigné de la Deutsche Bundesbank (sa nomination, décidée par le conseil des ministres de la R.F.A., ne deviendra effective qu'après la signature du décret par le président de la République, M. Walter Scheel), prendra ses nouvelles fonctions le 1^{er} juin.

Après avoir participé aux réunions monétaires, M. Emminger a bien voulu nous recevoir et répondre à nos questions dans son bureau situé en haut de l'immeuble ultra-moderne de la Bundesbank à Francfort. Malgré le « climat d'incertitude » qui règne encore dans les milieux d'affaires allemands, l'inflation (un peu inférieure à 4 %) et le chômage (4,5 % de la population active) devraient continuer à diminuer lentement dans la R.F.A. Mais le plan monétaire, celui-ci ne se départira pas de la ligne suivie jusqu'ici : si le marché pousse le deutschemark vers le haut d'une manière durable, nous ne nous y opposerions pas », nous déclare M. Emminger.

« L'inflation continue d'être, avec le chômage, le souci numéro un des différents gouvernements. Quelles sont à cet égard, M. le président, les perspectives qui s'ouvrent à la République fédérale ? »

— En ce qui concerne le chômage, je pense que l'année 1977 verra la continuation de l'évolution en cours depuis déjà un certain temps, à savoir une lente diminution du nombre de personnes privées d'emploi. Au début de cette année, le pourcentage des chômeurs par rapport à la population active était, après correction des variations saisonnières, de l'ordre de 4,5 % (soit un million de personnes). Il pourrait, à la fin de cette année, tomber un peu au-dessous de 4 %.

« Ce progrès semble être assez lent. Cependant, on doit tenir compte du fait que nous avons de grandes distorsions structurelles dans notre économie, un « boom » dans certaines industries (comme l'automobile), une dépression dans d'autres. Nous avons le problème de l'immobilité régionale de la main-d'œuvre, tandis que la qualification des chômeurs est souvent inadéquate à la demande. Ainsi, nous aurons de plus en plus une pénurie de travailleurs qualifiés en quelque endroit, simultanément avec de larges poches de chômage ailleurs. Une

telles situation ne se prête pas aisément à des solutions rapides ni à des mesures globales. Néanmoins, nous attendons pour l'année courante un taux de croissance réel situé entre 4,5 et 5 %.

« En ce qui concerne l'inflation, le rythme d'augmentation des prix à la consommation est actuellement légèrement inférieur à 4 %. Et la encore nous espérons bien que la tendance à la diminution se confirmera au cours des mois prochains. D'après nos estimations, ce rythme pourrait se situer à la fin de l'année entre 3,5 et 4 %.

« Même si un tel taux d'augmentation des prix paraît très faible par rapport à ce qu'on constate dans la quasi-totalité des autres pays, il n'en reste pas moins qu'une hausse annuelle de 4 %, c'est encore un taux élevé d'inflation.

« Nous ne considérons pas, en effet, ce résultat comme la fin de nos efforts. Nous voulons abaisser le taux d'inflation jusqu'au point où ce que j'appelle la « mentalité d'inflation » disparaîtra. Aussi longtemps que subsistent des anticipations inflationnistes, cela conduira à des distorsions dans l'affectation des ressources disponibles et à des hésitations de la part des investisseurs, et cela parce que, dans notre monde moderne, la crainte

de l'inflation est toujours liée à l'idée qu'elle va provoquer un accroissement disproportionné des coûts.

Propos recueillis par PAUL FABRA.
(Lire la suite page 39.)

GILBERT MATHIEU.
(Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR

A bout de souffle

Comme l'a dit M. Claude Labbé, le R.P.R. aurait refusé d'accorder un chèque en blanc à M. Raymond Barre pour la conduite de son plan numéro 2, et se contenterait donc de lui signer une petite traite pour quelques mois. En écoutant M. Labbé affirmer que son plan manquait de souffle, M. Barre a sans doute pensé que le président du principal groupe de sa majorité à l'Assemblée ne manquait pas d'air.

Mais si toutes ces choses-là ne sont pas franches, elles sont néanmoins très claires. Le premier ministre sait désormais que le temps des chèques en blanc est fini et que nous venons le temps des chèques sans provision.

BERNARD CHAPIUS.

AVANT LE FESTIVAL DE NANCY

Aujourd'hui le théâtre

Consacrer au théâtre le supplément des Arts et des Spectacles est une manière d'ouvrir le Festival mondial de Nancy (28 avril-8 mai). C'est une manière de s'arrêter, chemin faisant, d'écouter des paroles dialoguées, des voix comédiennes, de capter des messages éclatants par quoi communiquent spectateurs et spectacles.

On ne peut dire « aujourd'hui le théâtre » sans aller voir. Il faut vouloir — savoir — enjamber des habitudes, transgresser des rituels, changer de codex et de riva. Il faut avancer en terre de risques.

Y. B.
(Lire pages 19 à 23.)

rry Maulnier

Les esprits de ces époques...
M. Raymond Barre, qui a sollicité, mardi après-midi 26 avril, un « vote de confiance » de l'Assemblée nationale et du Sénat en faveur de son « programme d'action » pour les douze mois à venir, est assuré d'avoir satisfaction jeudi soir, mais il ne sortira pas vraiment renforcé de cette épreuve. Son action passée et ses projets ont naturellement été critiqués avec vigueur par les porte-parole de l'opposition, au premier rang desquels MM. Mitterrand et Balladur, mais les signataires du programme commun de gouvernement de la gauche n'ont pas été les seuls à manifester leur insatisfaction.

Les propos tenus à la tribune du Palais-Bourbon par les porte-parole de la majorité et plus particulièrement par celui du R.P.R., M. Labbé, qui attendait et qui souhaite « un tout autre souffle politique », font douter que M. Barre puisse s'imposer demain mieux qu'hier comme « coordinateur de la majorité ».

lle, je te hais !

« L'inflation continue d'être, avec le chômage, le souci numéro un des différents gouvernements. Quelles sont à cet égard, M. le président, les perspectives qui s'ouvrent à la République fédérale ? »

— En ce qui concerne le chômage, je pense que l'année 1977 verra la continuation de l'évolution en cours depuis déjà un certain temps, à savoir une lente diminution du nombre de personnes privées d'emploi. Au début de cette année, le pourcentage des chômeurs par rapport à la population active était, après correction des variations saisonnières, de l'ordre de 4,5 % (soit un million de personnes). Il pourrait, à la fin de cette année, tomber un peu au-dessous de 4 %.

« Ce progrès semble être assez lent. Cependant, on doit tenir compte du fait que nous avons de grandes distorsions structurelles dans notre économie, un « boom » dans certaines industries (comme l'automobile), une dépression dans d'autres. Nous avons le problème de l'immobilité régionale de la main-d'œuvre, tandis que la qualification des chômeurs est souvent inadéquate à la demande. Ainsi, nous aurons de plus en plus une pénurie de travailleurs qualifiés en quelque endroit, simultanément avec de larges poches de chômage ailleurs. Une

كندا من الأصل

DU PROGRAMME

Position de la majorité

l'homme du programme commun. M. Barre, premier ministre du P.S., a déclaré que M. Chirac, très consciencieux, très chaud, très ouvert, très équilibré, très responsable, était un homme de bien, un homme de confiance, un homme de bien.

Stalement politique

Le programme commun, c'est un programme de bien-être, de progrès, de justice, de paix, de solidarité. C'est un programme qui vise à améliorer la vie de tous les Français, à leur donner plus de confiance, plus de sécurité, plus de prospérité. C'est un programme qui vise à renforcer la démocratie, à promouvoir la justice sociale, à défendre les intérêts de la France.

verbales

La conférence des présidents, tenue mardi 25 avril au Palais-Royal, a été l'occasion d'un échange de vues très constructif. Les participants ont abordé les questions de politique intérieure, de relations internationales, de justice sociale, de justice économique. Ils ont convenu que le programme commun était un programme de bien-être, de progrès, de justice, de paix, de solidarité.

D'ACTION DU GOUVERNEMENT

les prétentions majoritaires de l'opposition

une politique autoritaire de l'emploi en imposant aux jeunes leur métier, en assignant à tous les travailleurs leur résidence et leur lieu de travail, en déguisant, enfin, la réalité du chômage. Mais cela, les Français n'en voudront jamais.

Appel à la solidarité nationale

Dans une société de liberté comme la nôtre, nous devons résoudre les problèmes de l'emploi en faisant appel à la solidarité nationale. Celle-ci doit s'exercer en priorité en faveur des jeunes, dont une nouvelle classe d'âge va d'ailleurs se mettre à la recherche d'un emploi à partir de l'été. Nous devons répondre à leurs aspirations : pour eux-mêmes, qui en viennent à douter de l'efficacité de notre système économique et social ; pour les familles, qui vivent avec inquiétude leurs fils et leurs filles condamnés au désespoir et à l'incertitude. Rien ne serait plus grave que de les décevoir.

Telle est l'inspiration du programme pour l'emploi que je vous présente aujourd'hui. Ce programme poursuit deux objectifs différents, mais complémentaires. Il s'agit en premier lieu de mobiliser toutes les possibilités d'offrir un emploi aux jeunes. A cet effet, le gouvernement propose un ensemble de mesures d'effet immédiat. (...) Le deuxième objectif du programme pour l'emploi est de mieux préparer les demandeurs d'emploi à l'exercice de leur futur métier. Une part sans doute importante du chômage actuel tient en effet à l'insuffisance des emplois recherchés et des emplois offerts. Ceci est particulièrement vrai pour les jeunes et les femmes. (...) Ce programme pour l'emploi est sans précédent. Il a un coût global de l'ordre de 3 milliards, dont 1 700 millions de francs à la charge de l'Etat. Il offre aux jeunes à la recherche d'un premier emploi de grandes possibilités supplémentaires d'insertion dans la vie professionnelle. (...) L'ensemble de ces mesures ne produira son plein effet que si le gouvernement trouve un esprit de coopération et un appui auprès des organisations professionnelles et syndicales, des entreprises et des Français eux-mêmes. Ce que le gouvernement propose, en fait, au pays, c'est un pacte national pour l'emploi, et d'abord pour l'emploi des jeunes.

Notre société ne serait pas fidèle à l'idéal de solidarité qu'elle s'est donnée si elle ne s'efforçait pas, dans les circonstances actuelles, d'un soutien accru aux catégories les plus éprouvées par les difficultés économiques. Aussi le gouvernement entend-il nécessairement, conformément aux orientations arrêtées par le président de la République, de faire un effort important en faveur des familles et des personnes âgées. (...) L'ensemble des dispositions à caractère social que je viens de présenter, qu'il s'agisse de l'emploi, des familles ou des personnes âgées, est naturellement cohérent. En 1977, compte tenu des mesures relatives aux investissements prévus, les dépenses supplémentaires pour le budget de l'Etat atteindront 3,3 milliards de francs.

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLEE

La conférence des présidents, tenue mardi 25 avril au Palais-Royal, a été l'occasion d'un échange de vues très constructif. Les participants ont abordé les questions de politique intérieure, de relations internationales, de justice sociale, de justice économique.

MERCREDI 27 AVRIL. — Après les questions au gouvernement, suite du débat sur la communication du gouvernement sur son programme.

JEUDI 28. — L'après-midi et éventuellement le soir : explications de vote et vote sur l'approbation du programme de gouvernement.

VENREDI 29. — Le matin : questions orales sans débat.

MARDI 3 MAL. — L'après-midi et le soir : examen en deuxième lecture du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, du projet de loi sur les assistants maternels, de la proposition de loi sur l'économie montagnarde, proposition de loi de M. Cressin (R.P.R., Mazenod) sur les vins des contées champenoises.

MERCREDI 4. — Après les questions au gouvernement, trois conventions en matière de brevets, projet de loi sur les marchés des communes, projet de loi sur le contrat de groupement d'entreprises.

L'ARTICLE 49 DE LA CONSTITUTION

L'engagement de responsabilité du gouvernement est fondé sur l'article 49, alinéa 1, de la Constitution qui dispose : « Le premier ministre, après délibération du conseil des ministres, engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du gouvernement sur son programme ou éventuellement sur une déclaration de politique générale. »

M. Mitterrand : vous n'avez pas atteint vos objectifs

M. MITTERRAND (P.S., Nièvre) déclare : « Qu'était donc votre plan de septembre 1976 selon le constat d'échec de celui de M. Chirac et Fourcade ? Qu'est-ce que vous présentiez aujourd'hui sinon le constat d'échec de votre premier plan ? Ainsi la continuité dans le déniement et les incertitudes continues de caractère, depuis sept ans au moins, la démarche économique des gouvernements de la France ? Reconnaissant que « la lutte contre l'inflation s'impose à tout dirigeant de ce pays », affirmant qu'en renvoyant le gouvernement de M. Chirac le président de la République avait mis en cause ses capacités techniques et politiques, il demande : « Jugera-t-on de même le plan Barre, né en automne, mort au printemps ? » Et il répond : « Ceux qui vous accorderont leur confiance pour douze mois se tiennent à vous jusqu'aux élections. » Il ajoute : « Nous avons souvent le sentiment que votre mérite principal est de nous avoir déliés de nos précédents. »

Au sujet de la crise de l'emploi, il observe que ce problème se poserait également à la gauche « puisque même une croissance de 5 % ne permettrait pas de réduire le chiffre d'un million de chômeurs ». Pour le premier secrétaire du P.S., « l'absence de plan a rendu le gouvernement impuissant à réagir comme il l'aurait fallu ». Il lui reproche de ne pas avoir pris des mesures de relance, non pas générales et globales, mais en faveur de ceux qui vivent au-dessous du niveau moyen des Français. Quant à l'emprunt annoncé, il affirme qu'il sera inflationniste.

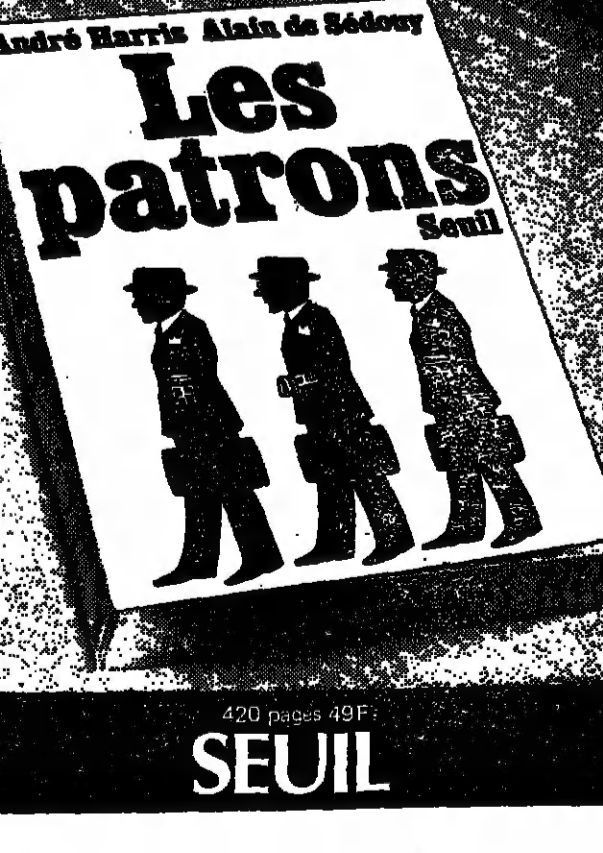
L'orateur analyse les mesures annoncées. Il relève notamment l'engagement de vingt mille vacataires dans le service public et rappelle que son parti avait été critiqué lorsqu'il avait proposé lui-même de recruter des fonctionnaires, mais en leur garantissant la sécurité de leur emploi et un statut. Pour le député, les mesures « liées aux dépenses » ne relèvent ni d'une conception générale ni d'un plan précis et se

M. Claude Labbé (R.P.R.) : une approbation mais pas un vote de confiance

M. CLAUDE LABBE, président du groupe R.P.R., rappelle les deux crises « qui nous frappent » : une crise économique et « une crise de confiance, sans conteste la plus grave ». S'adressant à M. Barre, il déclare : « Ensemble, nous devons guérir la France (...) Vous n'êtes pas chargé de définir une autre politique, d'engager des contraintes politiques, tandis que nous serions réservés le combat dans la boue. Il n'existe pas deux conceptions, l'une d'une pureté diaphane, l'autre marquée par l'échec législatif et la démagogie. Nous ne pouvons oublier qu'un bon de notre route est la déclaration de politique générale mais sur des mesures et arguments (...). Nul ne peut aujourd'hui refuser ce qui nous paraît essentiel, même si nous soulignons, dans les semaines qui viennent, aller plus loin. (...) Il est clair que notre accord ne vaut pas approbation de l'ensemble de votre politique, si l'on entend par là des projets que le gouvernement pourra déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale et que vous n'avez pas évoqués aujourd'hui. Chaque texte fera l'objet d'une concertation particulière et, sur certains sujets, elle a déjà commencé. Vous n'êtes pas venus nous demander un cheque en blanc et vous savez que nous nous y serions refusés. »

Harris et Sédouy : Les patrons

avec, entre autres, la participation de Ferdinand Béghin, Sucrier et Papetier, P.D.G. de Béghin-Sucrerie, Francine Gomez, P.D.G. de la société Wateman, François Ceyrac, Président du C.N.P.F., Paul Ricard, Président d'Honneur de la société Ricard, Bertrand Lepoutre, Filateur, P.D.G. des établissements Lepoutre, Jacques Borel, P.D.G. de Jacques Borel International, Robert Hersant, Président du directoire du Figaro, Maurice Bidermann, P.D.G. de la société Bidermann, Yvon Gattaz, P.D.G. de la Société Radial, Jacques Ferry, Président de la Chambre Syndicale des producteurs d'aciers fins et spéciaux, André Bénard, Managing director du groupe Royal Dutch-Shell, Jacques Maisonrouge, Président d'I.B.M. Europe, François Michelin, Gérant des Etablissements Michelin, Jean-Marc Vernes, P.D.G. de la Banque Vernes et Commerciale de Paris, Philippe de Rothschild, Viticulteur, Gilbert Trigano, P.D.G. du Club Méditerranée et aussi de Michel Rocard, Patrice de Charette et des syndicalistes



420 pages 49F
SEUIL

feu vert conditionnel du patronat pour l'extension temporaire

Ces installations (et leur exploitation) sont effectuées aux conditions tarifaires en vigueur. Le téléphone est équipé d'un signal d'alarme qui permet aux personnes âgées d'être reliées au centre d'assistance. L'association prend en charge l'abonnement ainsi que le prix de vingt communications. Quelques centaines de lignes ont été attribuées dans l'ensemble de la France jusqu'à maintenant. Les mesures annoncées par M. Barre permettront au secrétariat d'Etat à l'action sociale de financer une plus grande partie des frais téléphoniques et d'élargir son action dans ce domaine.

« L'avenir sera donc un plus ou moins grand retour à l'équilibre et à la stabilité » : Su 1974, il s'agit de choisir entre le régime démocratique, libéral et social et un nouveau régime basé sur des principes collectivistes et dirigistes, et, pour les communistes, sur la suppression d'un seul parti. Le temps du chaos est donc passé, et ce sera le lundi le triomphe de M. Miterrand, mais ce sera le mardi, et définitivement, le triomphe de M. Marchais. »

M. RIBIÈRE (non-insc. Val-d'Oise) craint que ce plan ne réussisse pas plus que le précédent.

bon
pour recevoir gratuitement
notre brochure 77

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

...and the

CHAM

Une collection d'ouvrages

LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT

ANALYSES ET PRÉCISIONS

Les vingt mille vacataires :

emploi sans garantie

C'est dans les P.T.T. et dans les services de santé, où l'insuffisance d'effectifs est particulièrement criante, que doit être affectée la plus grande partie des vingt mille vacataires — « non-étudiants », préfère-t-on dire au secrétariat d'Etat à la fonction publique — dont M. Barre a annoncé le recrutement. Viennent ensuite la justice (greffes des tribunaux) et le secteur de la jeunesse et des sports.

Choisis sur les listes de l'Agence nationale pour l'emploi et dispensés, en principe, de tout concours, ces « non-étudiants » seront recrutés en priorité parmi les jeunes demandeurs de moins de vingt-cinq ans. Comme leurs collègues « collégiaux » déjà en poste, ils ne bénéficieront pas du statut de la fonction publique et n'auront donc pas, notamment la garantie de l'emploi. Si l'on en juge par les crédits affectés à cette mesure pour 1977 (400 millions de francs, soit une moyenne de 20 000 F par vacataire), bon nombre d'entre eux seront employés à temps partiel.

Selon les syndicats, il manque cent mille titulaires dans la fonction publique. La mesure qui vient d'être prise peut d'autant moins les satisfaire qu'une de leurs principales revendications est précisément la titularisation des auxiliaires. Bien qu'aucune durée d'embauche n'ait été encore fixée pour ces vingt mille vacataires, qui vont être recrutés « dans les prochains mois », il serait prévu de les employer au moins jusqu'à la fin de 1978.

L'emploi-formation :

moins de trente mille contrats ont été conclus en deux ans

Instituée par un décret du 5 juin 1975, la mesure d'emploi-formation, dont vont aussi bénéficier, quel que soit leur âge, les jeunes et les femmes seules ayant au moins un enfant à charge, étaient destinées, jusqu'à présent, à inciter les chefs d'entreprise à embaucher des jeunes de dix-sept — puis seize — à vingt-cinq ans inscrits à l'ANPE.

Il existe deux types de contrat : l'employeur peut prendre l'engagement d'assurer soit une « formation-insertion » d'une durée de cent vingt à cent cinquante heures, soit une « formation-qualification » de cinq cents à douze cents heures. L'aide de l'Etat à l'employeur porte sur les frais de formation (7 F par heure, 8 F dans le cas de conventions cadres) et sur la rémunération de la personne embauchée : pour les contrats d'insertion, 30 % du SMIC pendant six mois, porté à 100 % pendant les heures de formation ; pour les contrats de qualification : 30 % du SMIC pendant les trois mois passés en entreprise hors formation et 100 % pendant les heures de formation.

Le salaire de l'employé doit être, lui, conforme à la réglementation (au moins le SMIC, éventuellement amputé de 10 % ou de 20 % selon l'âge) ou à la convention collective applicable dans l'entreprise. Jusqu'à présent, ces contrats emploi-formation n'ont pas connu, c'est le moins qu'on puisse dire, le succès escompté : depuis leur création, 27 128 seulement ont été signés, avec 6 052 entreprises, à la date du 31 mars dernier.

Améliorée par un décret du 31 mars 1976, cette formule a été un peu moins boudée lors de sa deuxième année d'application : 18 724 contrats ont été passés du 1^{er} avril 1976 au 31 mars 1977. Mais on est loin des 100 000 espérés au départ, alors même qu'il était prévu de ne conduire l'expérience que jusqu'au 31 décembre 1975. On est à cent lieues, surtout, de la masse des jeunes demandeurs d'emploi (450 000), même si on décide à la Délégation à l'emploi : « Il a d'abord fallu une nécessaire période de rodage. Ensuite, ce système d'aide est complémentaire d'autres mesures... »

Combien de jeunes ont-ils été définitivement embauchés à l'expiration de leur contrat ? Il n'existe malheureusement aucune statistique globale. Mais, selon la Délégation à l'emploi, la tendance du chef d'entreprise ne serait pas de rompre ce contrat à la fin de l'aide de l'Etat, comme on pouvait le redouter. Deux enquêtes ont été faites : l'une, portant sur un échantillon de 127 entreprises, fait état de 9,6 % de licenciements (démissions et sanctions disciplinaires) ; l'autre, effectuée pendant un mois dans des entreprises de toutes les régions de France, fait ressortir un taux de départ de 18,2 %.

Il reste que, malgré une campagne d'information lancée à l'automne dernier auprès de quarante mille employeurs, la nature des emplois proposés par le biais de ces contrats n'a séduit qu'un petit nombre de jeunes demandeurs (dont 48 % de jeunes femmes en 1976). Cette formule aura-t-elle plus de succès auprès des veuves et des mères seules désireuses de reprendre un travail et, selon le ministère du travail, « peut-être plus motivées » ? — M. C.

(1) 288 000 demandeurs d'emploi âgés de plus de vingt-cinq ans et de sexe féminin étaient, au 31 mars, inscrits à l'ANPE. Mais aucune statistique ne distingue, parmi eux, les deux catégories visées par l'extension des contrats emploi-formation.

Les cotisations patronales :

une exonération temporaire

La décision d'exonérer des cotisations patronales — jusqu'en juillet 1978 — les employeurs qui embaucheront des apprentis ou des jeunes à la recherche d'un premier emploi est, sans précédent dans l'histoire de la Sécurité sociale. L'aide apportée de la sorte aux entreprises — même si elle reste temporaire — est loin d'être négligeable, puisqu'elle représente un allègement des charges sociales évalué, en moyenne, à 35 % du salaire, pourcentage pouvant même atteindre 40 % dans les branches professionnelles où le taux de cotisation pour les accidents du travail est élevé.

Cette incitation à la création d'emplois, dont le coût sera supporté par le budget de l'Etat, puisque ce sont les pouvoirs publics qui régleront l'addition, sera-t-elle efficace ? Dans les milieux officiels, on le pense : « Le patronat, estime-t-on, se plaint, depuis des mois, du poids excessif des charges sociales ; nous faisons un pas. C'est maintenant aux employeurs de saisir la balle au bond... » Un parti gouvernemental sur le comportement d'un patronat qui, depuis la crise et l'extension des garanties accordées aux salariés en cas de licenciement, ne peut pas, n'ose pas, ou ne veut pas embaucher.

L'apprentissage :

cumuler l'exonération avec la « ristourne »

Un projet de loi déposé au Parlement, à la fin de la dernière session d'automne, prévoyait déjà la prise en charge par l'Etat des cotisations de Sécurité sociale dues par les chefs d'entreprise employant des apprentis. Cette mesure était destinée à remplacer, pour les maîtres d'apprentissage qui en feraient la demande, le système de la « ristourne ».

Cette formule leur permet de déduire de la taxe d'apprentissage, à laquelle ils sont astreints, autant de fois 11 % du SMIC qu'ils ont d'apprentis payés à un salaire équivalent ou supérieur à ces 11 %. Si le montant de cette déduction dépasse celui de la taxe d'apprentissage, dont ils doivent s'acquitter, l'Etat leur reverse la différence. Ce projet de loi n'est finalement pas venu en discussion.

Les dispositions annoncées par le premier ministre vont permettre aux employeurs de cumuler les avantages de la « ristourne » et ceux de l'exonération des charges sociales. A noter que ce cumul ne jouera qu'en faveur de chefs d'entreprise recrutant un apprenti avant la fin de l'année.

Les dispositions du « pacte national pour l'emploi »

Voici l'analyse des quatre séries de mesures annoncées par M. Raymond Barre :

1. - EMPLOI

● **AIDE A L'EMBAUCHE** — Pour créer un courant d'embauche au cours du deuxième semestre, le gouvernement a décidé d'exonérer de charges sociales les entreprises qui recrutent des jeunes à la recherche d'un premier emploi entre le vote de la loi et le 31 décembre 1977. Pour ces emplois, l'Etat prendra à sa charge jusqu'au 1^{er} juillet 1978 la part patronale des cotisations de Sécurité sociale (assurance-maladie, assurance-vieillesse, prestations familiales, accidents du travail). Cette exonération est importante : son montant représente, en moyenne, 35 % du salaire.

● **AIDE A L'APPRENTISSAGE** — Pour encourager l'embauche des apprentis à partir de 1977, les cotisations patronales de Sécurité sociale dues au titre des salaires versés aux apprentis recrutés entre le vote de la loi et le 31 décembre 1977 seront de même prises en charge par l'Etat pendant la durée de l'apprentissage. Chaque année, soixante-quinze mille jeunes sont pris en apprentissage ; on compte actuellement cent mille apprentis dans l'artisanat et cinquante mille autres dans le petit commerce.

● **RECRUTEMENT PUBLIC** — Dans le secteur public, vingt mille vacataires supplémentaires à temps complet ou à temps partiel seront recrutés dans les prochains mois, notamment dans les P.T.T., le ministère du travail, l'équipement, l'action sociale, la culture, la jeunesse, les sports, les affaires tribulaires et l'expansion économique à l'étranger. Il en résultera une dépense nouvelle de 400 millions sur le budget de l'Etat en 1977.

● **PRÉFÉRENCE** : le gouvernement proposera aux organisations syndicales et professionnelles d'examiner les conditions dans lesquelles le régime de garantie de ressources prévu pour les salariés licenciés après soixante ans pour cause économique pourrait être étendu temporairement aux salariés de moins de soixante ans désireux de bénéficier d'un tel système de préférence. Cette garantie de ressources ne pourrait être cumulée avec un revenu professionnel.

● **RETOUR DIMANCHES DANS LEUR PAYS** : le gouvernement va aider les immigrés privés d'emploi à retourner dans leur pays en leur proposant une aide au retour. Celle-ci pourrait être fixée à 10 000 francs et majorée pour les bénéficiaires de l'ASA (allocation supplémentaire d'attente). Son montant et ses modalités seront fixés par un décret en conseil d'Etat. L'UNEDIC (assurance-chômage), l'Etat y contribuent. Il y a actuellement près de quatre-vingt-quinze mille immigrés demandeurs d'emploi.

● **FORMATION PROFESSIONNELLE** — Le gouvernement propose à tous les jeunes demandeurs d'emploi de moins de vingt-cinq ans qui le souhaitent d'obtenir un complément de formation professionnelle (stages dans les centres publics ou conventionnés de la formation professionnelle ; stages

en entreprises). Ces jeunes seront considérés comme des stagiaires de formation professionnelle et rémunérés comme tels (90 % du SMIC en règle générale : 410 F par mois pour les stagiaires de moins de dix-huit ans).

Le financement de ces stages sera ainsi assuré : les entreprises devront consacrer à ces actions une somme égale à 0,2 % des salaires de l'année écoulée. Cet effort pourra être imputé par elles sur le 1 % de la formation continue dû au titre de 1977. Elles pourront soit organiser elles-mêmes ces formations, soit verser les fonds correspondants à des organismes agréés pour l'organisation de ces stages. D'autre part, la taxe d'apprentissage due pour 1977 sera majorée de 0,1 point ; ce supplément devant être versé au Fonds de la formation professionnelle.

Enfin, l'Etat apportera sa contribution en versant prochainement au Fonds de la formation

MISSIONS ET COMITÉS DE COORDINATION POUR LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Afin d'aider les petites et moyennes entreprises à se procurer des financements et de leur faire un meilleur usage des crédits, le gouvernement a demandé au gouverneur de la Banque de France de charger ses directeurs locaux d'effectuer des missions d'information et d'orientation des chefs d'entreprise en ce domaine.

Il a décidé, d'autre part, de rassembler dans chaque département, sous la présidence de son préfet, un comité général, des représentants des administrations et organismes spécialisés dans le financement des petites et moyennes entreprises. Ces comités de coordination examineront les problèmes de financement particuliers et faciliteront aux chefs d'entreprise la recherche des solutions les plus appropriées.

professionnelle une somme supplémentaire de l'ordre de 300 millions de francs. L'ensemble de ces participations représentera un total de 1 500 millions de francs.

● **JEUNES TRAVAILLANT A L'ÉTRANGER** — Pour les jeunes embauchés entre le vote de la loi et le 31 décembre 1977 et qui occupent un poste à l'étranger, les entreprises bénéficieront de l'exonération des charges patronales de Sécurité sociale. Quant aux jeunes eux-mêmes, ils pourront percevoir la prime de mobilité (4 850 F), qui actuellement, n'est versée que pour les déplacements en France.

● **FORMATION DES FEMMES** — Les contrats emploi-formation dont peuvent actuellement bénéficier les jeunes de moins de vingt-cinq ans seront, quel que soit leur âge, aux veuves et aux femmes seules ayant au moins un enfant à charge et qui sont amenées à reprendre un emploi rémunéré.

2. - FAMILLE

● **ALLOCATIONS FAMILIALES** — Elles seront majorées de 10,2 %, soit plus que la hausse des prix. Cette majoration se traduira par un accroissement du pouvoir d'achat de 1,5 % (contre 0,3 % l'an dernier) et interviendra le 1^{er} juillet au lieu du 1^{er} août. Elle bénéficiera à 4,6 millions de familles et concernera 12,1 millions d'enfants.

Le complément familial précédemment autorisé se substituera le 1^{er} janvier 1978 à l'allocation de salaire unique, à l'allocation de la mère au foyer et à l'allocation pour frais de garde. Il concernera les familles ayant à charge un ou des enfants de moins de trois ans ou au moins trois enfants. La condition fixée est que leurs ressources soient inférieures à 23 050 F par an

(+ 25 % par enfant à charge) : ce plafond de ressources variera comme les salaires.

Le montant de complément familial sera de 540 F par mois le 1^{er} janvier prochain (+ 50 % pour les personnes seules ayant droit au complément). Le nombre de bénéficiaires est évalué à environ 2 200 000 familles.

● **CONGÉ TEMPORAIRE POUR LES MÈRES** — Dans les entreprises de plus de deux cents salariés (cent ultérieurement), les mères salariées pourront interrompre leur activité pendant deux ans au maximum, avec garantie de réemploi au terme de ce délai. Cette disposition s'appliquera également aux mères adoptives d'un enfant de moins de trois ans.

● AMÉLIORATION DE LA SITUATION DES VEUVES

La veuve d'un assuré social peut normalement prétendre au bénéfice d'une pension de réversion dont le taux est égal à 50 % du montant de la pension de vieillesse de son conjoint décédé. Dans le régime général, jusqu'au 1^{er} juillet 1974, il était impossible de cumuler un droit propre et une pension de réversion : seule était servie des deux pensions l'intégralité des deux prestations est autorisée, dans une limite égale au minimum vieillesse (750 F par mois).

Le gouvernement propose de porter ce seuil, au 1^{er} juillet, à 10 000 F le 1^{er} juillet (au lieu de 10 000 F le 1^{er} décembre prévu) et à 11 000 F le 1^{er} décembre. Cette majoration profitera à deux millions de personnes âgées.

3. - PERSONNES AGÉES

● **ALLOCATIONS MINIMALES** — Elles seront relevées en deux temps, passant de 8 000 F par an à 10 000 F le 1^{er} janvier 1978 (au lieu du 1^{er} décembre prévu) et à 11 000 F le 1^{er} décembre. Cette majoration profitera à deux millions de personnes âgées.

● **PENSIONS** — La loi du 31 décembre 1971 sur l'amélioration des retraites avait permis un relèvement des pensions en retenant le calcul de ces pensions sur la base de trente-sept annuités et demie au lieu de trente. Elle s'était appliquée aux seuls retraités, dont la pension a pris effet après l'intervention de la loi ; en compensation, deux majorations (de 5 % chacune), forfaitaires des pensions versées avaient été décidées en faveur des retraités dont les pensions avaient été liquidées avant le 1^{er} janvier 1972 ou avant le 1^{er} janvier 1973.

Le gouvernement a décidé de procéder à une troisième et dernière revalorisation forfaitaire de 5 % des pensions liquidées avant le 1^{er} janvier 1973. Elle prendra effet le 1^{er} octobre et interviendra quatre cent trente mille retraités.

● **ALLÈGEMENT FISCAL LORS DU DÉPART À LA RETRAITE** — Les personnes qui partent à la retraite connaissent assez souvent des difficultés, car elles doivent acquiescer durant la première année de leur retraite, le moyen de revenus diminués, un impôt portant sur le revenu de leur dernière année d'activité. Le gouvernement proposera dans la prochaine loi de finances d'ouvrir un abatement fiscal de 5 000 F sur le dernier revenu d'activité de ces personnes.

● **AMÉLIORATION DE L'HABITAT** — Des efforts importants

ont été faits pour améliorer le logement des personnes âgées, estime le gouvernement. Souvent, des travaux d'aménagement relativement simples peuvent y contribuer, auxquels participe la Fédération des centres FACT (Protection, Amélioration, Conservation, Transformation de l'habitat ancien). Les subventions accordées par l'Etat à ces centres vont être augmentées dès 1977, grâce à l'ouverture d'un crédit de 10 millions.

● **L'AIDE MENAGÈRE A DOMICILE** — Des bureaux d'aide sociale ou des associations gèrent actuellement des services qui envoient des aides bénévoles assister les personnes âgées qui en ont le plus besoin. Pour que les personnes les plus démunies ne soient pas dissuadées d'y recourir — par crainte de voir une partie des dépenses réclamée à leurs familles, au titre de l'obligation alimentaire — le gouvernement a décidé de supprimer l'obligation alimentaire pour les prises en charge accordées par l'aide sociale pour ces services.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

● **TELEPHONE RELIE AU SERVICE DE VEILLE** — Dans plusieurs villes, des expériences ont été menées, depuis deux ans, pour relier des personnes âgées, isolées ou handicapées, au réseau téléphonique et à un service de veille. Les résultats de ces expériences se sont révélés concluants. Afin d'encourager le recours à ces services par les personnes âgées les plus démunies de ressources, le gouvernement a décidé d'autoriser l'aide sociale à prendre en charge, totalement ou partiellement suivant les cas, les dépenses afférentes à la liaison téléphonique avec le service de veille.

LA VÉRITÉ SORT DE LA BOUCHE DES JOURNALISTES.

(...) travail important accompli par les techniciens Alfa Romeo en ce qui concerne l'insonorisation. Tous les bruits moteur-transmission-roulements sont fort bien filtrés.

avril 77 AUTO JOURNAL

(...) quel sacré moteur ! (...) Bien d'autres moteurs réputés pourraient lui envier ses 17,9 mkg. La réponse du moteur est la base même de l'agrément de l'Alfetta.

16 mars 77 Jean Bernardet L'EQUIPE

La nouvelle berline Alfetta 2000 sans rien perdre du brillant tempérament du modèle 1,8 offre donc davantage d'espace et de confort, ainsi qu'une finition plus raffinée.

mars 77 SPORT AUTO

Et l'on a en prime, l'exceptionnel moteur 2 litres Alfa Romeo qui, aujourd'hui encore demeure inégalé tant ses qualités sont grandes.

avril 77 Alain Bertout ACTION AUTOMOBILE

Les sièges avant plus enveloppants, les dossiers arrière plus inclinés, les repose-pieds pour les passagers arrière, l'emploi de panneaux phono-absorbants (...) font de l'habitacle de l'Alfetta 2000 un véritable petit salon confortable et silencieux.

10 mars 77 L'ARGUS

(...) on retrouve bien sûr l'excellente direction, le moteur puissant souple et plus silencieux (122 ch), le bon freinage un peu trop assisté.

21 mars 77 LE FIGARO

Cet aspect sportif (...) ne se remarque pas au niveau consommation (entre 9 et 11 litres selon l'estimation). Un point fort à signaler : en cinquième et à 120 km/h le régime de rotation du moteur n'excède pas 3 600 tours. Ceci explique cela.

4 mars 77 J.-F. Desfin FRANCE SOIR

(...) plus puissante et plus luxueuse (...) à l'intérieur la décoration, entièrement repensée, est très élégante.

2 avril 77 Jean Fondin JOURS DE FRANCE

(...) une sensationnelle cinquième vitesse. De 130 à 160 la moindre pesée sur le champignon suffit. C'est un rush impressionnant. Mais vous pouvez aussi la lancer à partir de 40 à l'heure.

8 mars 77 Jean Hauteville LA VOIX DU NORD

(...) l'Alfetta 2000 est le type même du véhicule qui a su, par-delà la crise et ses conséquences limitatives, nous apporter une idée de l'automobile évoluée.

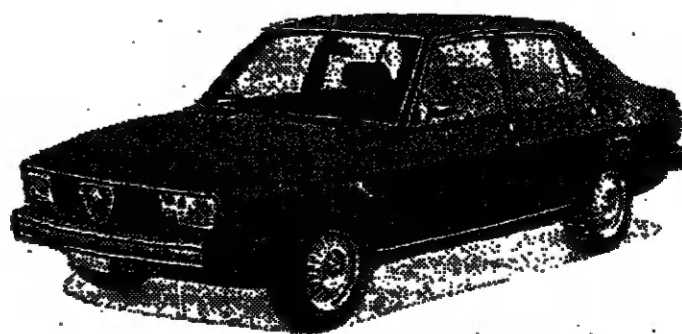
8 mars 77 Gérard Petitjean LE PROVENÇAL

Pas mal, l'Alfetta 2000 dans le trafic. On voit de tous côtés, y compris de trois quart arrière. Et puis, elle avance, même à tout petit gaz. 60 en cinquième, 1800 tours-minute, ni vibrations, ni hoquets.

27 mars 77 Dominique Favre-Duboz L'EST REPUBLICAIN

En conduite sage, cette 5^e reprend sans broncher à 70 km/h, la 4^e à 50 km/h, la 3^e à 30 km/h... (...) En conduite sportive, on peut pousser la seconde jusqu'à 75 km/h, la 3^e à 110, la 4^e à plus de 140. Sur la 5^e on atteint 185. Et le kilomètre départ arrêté en 31 secondes, voilà bien de quoi rendre jaloux quelques concurrents.

25 mars 77 NORD ECLAIR



LA NOUVELLE ALFETTA 2000



ALFA ROMEO. UN SIGNE EXTERIEUR DE SAGESSE

entendu cela s'entend à valeur d'époque et capacité d'apports

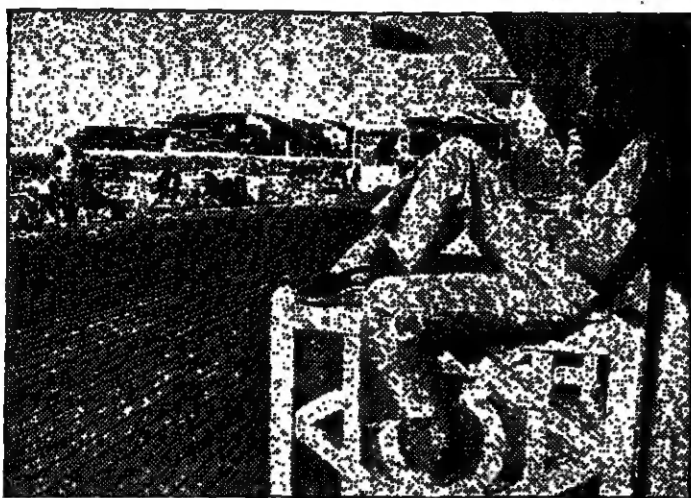
مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

Les Grands Ports de France viennent de créer Pierre et Loisirs Multi-Résidences.

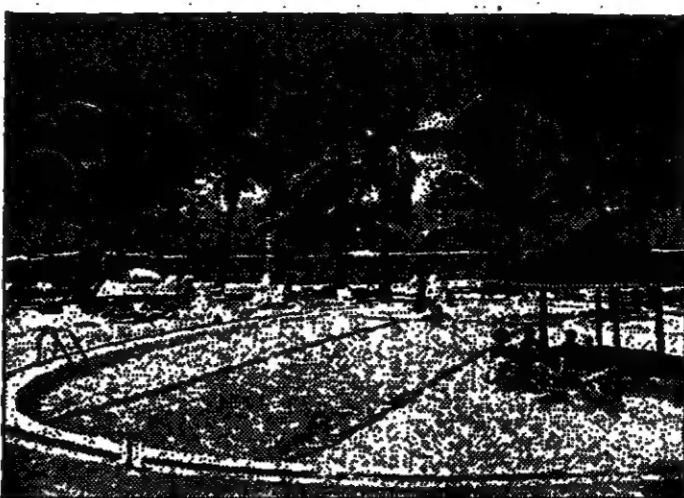
Le placement-vacances qui permet de changer de station...et de saison

investissez dans une station... et profitez de toutes les autres

*L'énorme différence avec Pierre et Loisirs, c'est que vous choisissez bien un appartement pour une période donnée dans une station donnée, mais que vous pouvez partir dans une autre station, à un autre moment, pour le même prix **



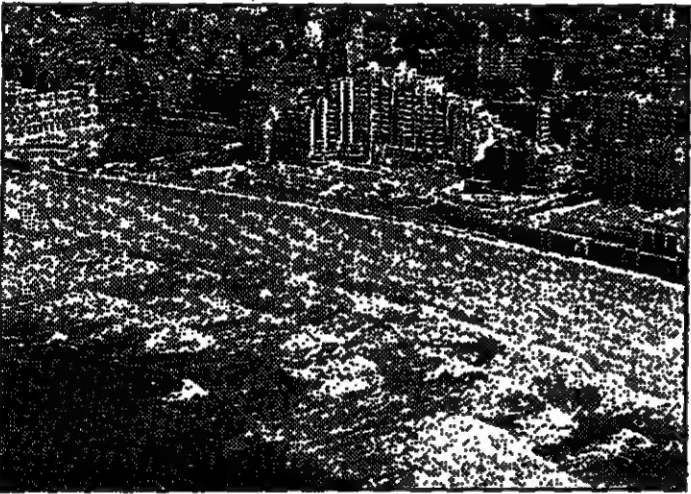
DEAUVILLE 2 semaines en juillet : 34.100 F avec 7.100 F d'apport personnel
680 F PAR MOIS pendant 5 ans
Port-Deauville, cité lacustre et port en eau profonde occupe une situation exceptionnelle : devant les "planches", à 5 minutes à pied du centre et du Casino.



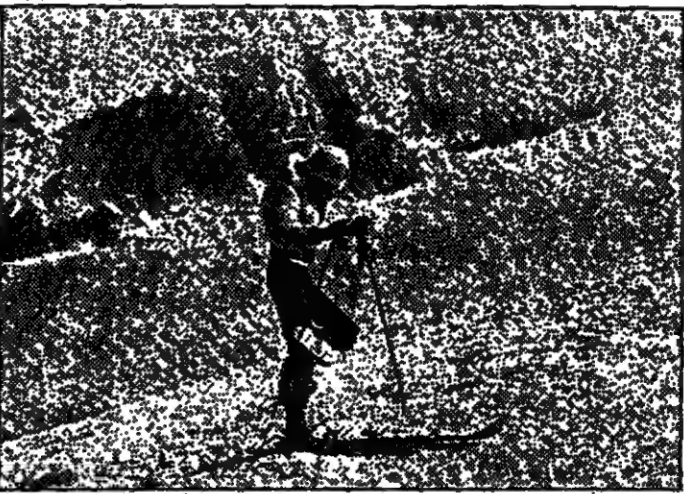
LES ANTILLES 4 semaines en juillet : 31.800 F avec 6.800 F d'apport personnel
631 F PAR MOIS pendant 5 ans
Guadeloupe - Les Antilles. A 20 km de Pointe-à-Pitre, la résidence est en bordure d'une des plus belles plages de l'île. Elle offre : piscine, snack, restaurant et bars.



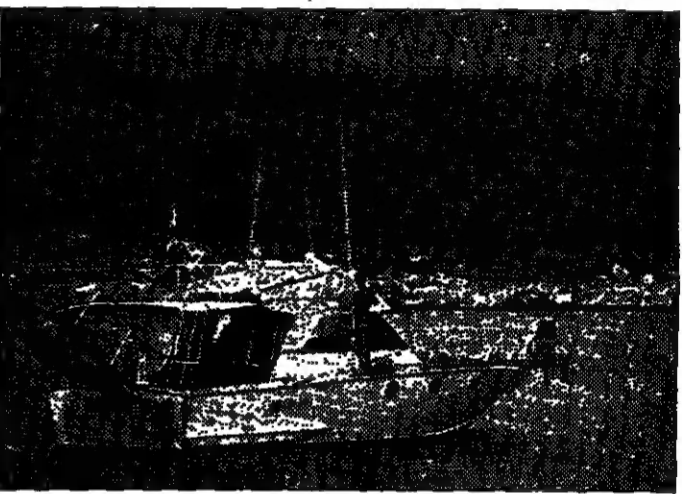
CHAMONIX Vacances de Noël : 25.700 F avec 5.700 F d'apport personnel
505 F PAR MOIS pendant 5 ans
Chamonix-Sud est magnifiquement située, juste au pied du téléphérique de l'Aiguille du Midi. Son architecture alpine s'intègre bien au site. Commerces au pied des immeubles. (Prévision fin 78)



BIARRITZ Tout le mois de septembre : 34.000 F avec 7.000 F d'apport personnel
680 F PAR MOIS pendant 5 ans
La Résidence Victoria-Sud est construite en plein milieu du front de mer, pratiquement sur la plage. Restaurant et piscine au pied de l'immeuble.



VILLARD DE LANS Vacances de Noël : 27.700 F avec 5.700 F d'apport personnel
555 F PAR MOIS pendant 5 ans
Dans le cadre de l'ensemble résidentiel "Le Balcon de Villard", l'immeuble Pierre et Loisirs est situé au pied des pistes de la Côte 2000, face à 20 remontées mécaniques qui vont jusqu'à 2.000 mètres.



LA CORSE 2 semaines en juillet : 31.700 F avec 7.700 F d'apport personnel
605 F PAR MOIS pendant 5 ans
Le port de Campoloro est à 35 km de Bastia. Les petites maisons de la résidence Pierre et Loisirs prévues seront construites près des bassins, à proximité immédiate de la plage. (Prévision fin 78)

LES APPARTEMENTS PIERRE ET LOISIRS

Trois types d'appartements sont proposés :

- Studios pour 2/3 personnes.
- 2 pièces pour 4/5 personnes.
- 3 pièces pour 5/6 personnes.

Ils présentent tous les mêmes avantages au niveau du confort et de l'habitabilité, mais leurs plans diffèrent selon les stations, car chaque résidence est adaptée à l'architecture et à l'ambiance locales. Conçus, quelle que soit leur taille, pour que l'on puisse y vivre confortablement, les appartements Pierre et Loisirs offrent un mobilier de qualité, une salle de bains entièrement aménagée et un équipement complet : cuisine, réfrigérateur, lave-vaisselle (dans les 2 et 3 pièces), batterie de cuisine, vaisselle, linge de maison et tous possèdent le téléphone. On peut acheter des périodes d'une, deux, trois ou quatre semaines en haute ou basse saison.

BUDGET LEGER + PLACEMENT + ECONOMIES

Dans dix ans, deux semaines à la mer ou à la montagne vaudront beaucoup plus cher qu'aujourd'hui. Sans pour vous ! Au contraire, chaque année que va passer, au lieu de vous coûter (fonds perdus) des frais d'hôtel ou de location de plus en plus élevés, donnera encore plus de valeur à votre placement-vacances. Une période dans un appartement Pierre et Loisirs est facile à payer, par tous, parce que les mensualités sont très légères. C'est un investissement lié à la pierre. Il présente donc tous les avantages d'un bien tangible qui se révalue constamment. Vous pourrez le revendre avec profit ou le louer de plus en plus cher. Vos vacances vous auront ainsi rapporté de l'argent au lieu de vous en faire dépenser. C'est répéter dans le plaisir !

CARTE DES PRIVILEGES DU CLUB PIERRE ET LOISIRS



HOTELS PLM A L'ETRANGER

- MAROC AGADIR
- ESPAGNE BARRACHE BENI MELLAL QUARZAZATE KSAR ES SOUK
- ITALIE SAN REMO ROME
- GRECE PORTO HELI
- IRAN ILE DE KISH
- ANTILLES GUADELOUPE MARTINIQUE DOMINIQUE

EXPLOITATION HOTELIERE

Quand des professionnels de l'hôtellerie s'occupent de vos vacances, ils le font mieux que tout autre, parce que c'est leur métier. C'est pourquoi chaque immeuble Pierre et Loisirs est lié à un hôtel. Ainsi, pour les six premières résidences présentées ici, Pierre et Loisirs s'est assuré le concours de la chaîne PLM. Ce qui signifie : • Entretien sérieux et méthodique de votre appartement par du personnel qualifié. • Accueil exceptionnel et sans mauvaises surprises. • Structure hôtelière de grand standing à votre disposition : salons, bars, grill, et restaurant (dans la plupart des cas). • Service 3 étoiles : ménage, lingerie, etc. • Organisation sans faille ni retards des arrivées et des départs. • Charges hôtelières forfaitaires et payables : réduites à votre période d'utilisation, elles sont sans surprise et gérées par contre Pierre et Loisirs.

UNE VRAIE BOURSE D'ECHANGE

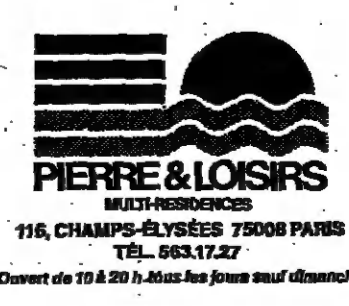
La bourse d'échange de Pierre et Loisirs est unique parce qu'elle vous offre un choix de lieux et d'époques susceptibles de vous plaire en échange de votre propriété-vacances personnelle. Un été à Deauville, un hiver à Chamonix : vous pouvez changer d'époque aussi bien que de lieu de séjour et cela sans frais supplémentaires ! Dans chaque résidence, chaque période se voit attribuer une équivalence en points-valeur, dont le cours est fixé tous les ans. Votre capital points servira de base à tous les échanges. Ce qui vous est proposé ici est déjà très satisfaisant, mais le choix sera plus large, encore dans les années suivantes. Car de nouvelles constructions sont en projet qui seront pour vous autant de nouvelles destinations. Avec ses multi-résidences aux quatre coins de France et bien au-delà, Pierre et Loisirs constituera une véritable chaîne internationale, offrant une grande variété de climats, de sites, d'activités et de plaisirs.

POUR DES VACANCES FAMILIALES

En famille, le séjour à l'hôtel est coûteux et la location souvent décevante. Quant à la résidence secondaire, c'est un investissement important et il est rare de l'exploiter toute l'année, quand on ne l'occupe que pendant les vacances. On pourrait donc croire que la propriété à temps partagé est la solution idéale. Mais il subsiste un gros inconvénient : il faut aller toujours au même endroit, toujours au même moment. Or, vous aimez le changement, le déplacement : une fois le sé, une fois la plage, Pierre et Loisirs a résolu le problème : vous avez toujours d'échange, et puis, nous avons beaucoup pensé aux enfants et organisé leurs jeux, leurs sports, leur protection pendant que vous allez vous distraire de votre côté, sans inquiétude.

VACANCES 77

Même si votre choix de base se porte sur une résidence Pierre et Loisirs en construction et livrable en 78 ou 79, vous aurez dès cette année la jouissance gratuite d'une autre résidence déjà construite. Vous pourrez également, par l'intermédiaire du Club Pierre et Loisirs, choisir certains hôtels PLM ou des chambres seront mises à votre disposition.



116, CHAMPS-ÉLYSÉES 75008 PARIS
TEL. 663.17.27
Ouvert de 10 à 20 h. Mux les jours sauf dimanche.

LE CLUB PIERRE & LOISIRS

Il assure une double fonction : • Il gère la bourse d'échange. • Il facilite vos déplacements vers le lieu de vacances choisi, aux meilleures conditions. Souscrire une période pour un appartement Pierre et Loisirs fait de vous un Sociétaire/Investisseur privilégié.



Votre carte de membre, valable dans la chaîne des hôtels PLM, vous confère de multiples avantages à travers le monde : • Traitement de client privilégié (priorité dans les réservations, accueil spécial). • Réduction dans certains hôtels PLM. Ainsi, pendant vos voyages, même professionnels, vous amusez, grâce à cette carte, votre achat initial à Pierre et Loisirs. • Tarifs préférentiels sur les voyages dans certains ports de plaisance.

ENVOYEZ CE BON ou votre carte de visite à Pierre et Loisirs 116, Champs-Élysées, 75008 Paris, qui vous adressera sans engagement de votre part une brochure de 24 pages en couleurs

Nom : _____
Adresse : _____
Profession : _____

*Bien entendu cela s'entend à valeur d'époque et capacité d'appartement égales, après adhésion au Club Pierre et Loisirs.

PROCHE-ORIENT

Londres est convaincu de la nécessité de créer un État palestinien

déclare au Caire. M. David Owen

De notre correspondant

Le Caire. — Arrivé au Caire le 24 avril dernier, M. David Owen, ministre des Affaires étrangères britannique, a fait une visite officielle en Égypte, de quarante-huit heures, avant de se rendre à Damas. C'est la première fois depuis les funérailles de Nasser, en 1970, qu'un secrétaire au Foreign Office était reçu au Caire. La Syrie, depuis son accession à l'indépendance, en 1946, n'avait pas encore eu de chef de la diplomatie britannique.

Le Caire, où il fut notamment reçu par le président M. Fouad el-Choufi, le ministre des Affaires étrangères M. Kamel el-Farouk, le ministre de la Défense M. Hafez el-Assad, et le ministre de l'Intérieur M. Salah el-Din el-Sayid, a été l'occasion pour M. Owen de faire part de la position officielle du Royaume-Uni sur la question palestinienne. Il a déclaré que le Royaume-Uni était convaincu de la nécessité de créer un État palestinien, mais qu'il était également convaincu de la nécessité de maintenir la paix dans la région.

Un article de M. George Ball dans « Foreign Affairs »

< Il est temps de sauver Israël de lui-même >

« A moins que nous ne soyons prêts à tout, nous ne pouvons pas sauver Israël », déclare M. George Ball, ancien secrétaire d'État américain, dans un article paru dans le magazine « Foreign Affairs ».

M. Ball, qui a été ambassadeur américain à Jérusalem, affirme que le gouvernement israélien doit prendre des mesures pour éviter une catastrophe. Il estime que le gouvernement israélien doit accepter la création d'un État palestinien, mais qu'il doit également accepter la création d'un État juif.

M. Ball estime que le gouvernement israélien doit accepter la création d'un État palestinien, mais qu'il doit également accepter la création d'un État juif. Il estime que le gouvernement israélien doit accepter la création d'un État palestinien, mais qu'il doit également accepter la création d'un État juif.

DIPLOMATIE

AVANT LA RENCONTRE GROMYKO-VANCE

Les négociations SALT reprendront le 11 mai

L'U.R.S.S. et les États-Unis sont convenus de reprendre le 11 mai à Genève leurs négociations sur la limitation des armes stratégiques (SALT). Les négociations ont été suspendues pendant plusieurs semaines en raison de la mort du président Carter.

Après la visite de M. Suarez

LE MEXIQUE ET L'ESPAGNE VONT INTENSIFIER LEURS ÉCHANGES COMMERCIAUX

Mexico (A.F.P., Reuter, A.P.). — M. Suarez, chef du gouvernement mexicain, a déclaré mardi 26 avril dans la soirée pour Washington, à l'issue d'une visite officielle de quarante-huit heures, que les relations diplomatiques entre le Mexique et l'Espagne ont été rétablies le mois dernier après une rupture qui a duré quarante ans.

Tous les observateurs s'accordent à dire que M. Adolfo López Mateos, ancien président mexicain, et sa suite ont reçu un accueil correct mais dénué de chaleur. Plus de cinq mille manifestants ont défilé mardi dans les rues de Mexico pour protester contre le rétablissement des relations diplomatiques avec l'Espagne.

M. Chaban-Delmas est nommé à la présidence de la communauté urbaine de Bordeaux

De notre correspondant

Bordeaux. — M. Chaban-Delmas a été nommé à la présidence de la communauté urbaine de Bordeaux. Il a été élu à la présidence de la communauté urbaine de Bordeaux. Il a été élu à la présidence de la communauté urbaine de Bordeaux.


Opposition interne de la municipalité de Bordeaux envisage de faire sécession

Bordeaux. — Une opposition interne s'est développée au sein de la municipalité de Bordeaux. Elle envisage de faire sécession. Elle envisage de faire sécession.



Pour vous détendre, nous avons des livres irrésistibles.

Les livres irlandais. Même taux de change que les livres sterling. Si vous en connaissez le cours, vous êtes sûrement déjà en vacances en Irlande.



Irlande

Envoyez ce coupon au Tourisme Irlandais, venez nous voir 1 rue Auber, 75009 Paris. — Tél. 073-74-03

J'aimerais recevoir une documentation sur l'Irlande

Nom _____

Adresse _____

LE STIX

UN GRAND ROMAN DE GUERRE
UN TRÈS GRAND ROMAN DE MER

"Hoffmann suspense."
Le Point.

LOTHAR-GÜNTHER BUCHHEIM
ALBIN MICHEL

Figure 1. Aerial view of the study area. The study area is located in the northern part of the island of Sumatra, Indonesia. The area is a coastal plain with a river (Kuala Lumpur) flowing through it. The study area is bounded by the river to the north and the coast to the south. The area is divided into several sub-areas, labeled A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z. The area is also divided into several sub-areas, labeled A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Brochure à votre agence OIL
ZENITH
14 rue Transese 75001 PARIS. Tel. 296 14 09
et A. 411 0 1513. Fax 296 14 22

EUROPE

Italie

LE 40^e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE GRAMSCI

Les évêques demandent à la télévision de censurer une pièce de Dario Fo

De notre correspondant

Autant que par la première fois, la Rai, avait enthousiasmé les évêques italiens, autant la Rai, par la pièce de Dario Fo, dont le premier acte vient de commencer, les fait se retourner. Le cardinal Ugo Poletti, vicaire de Rome, puis par les évêques italiens, ont demandé un télégramme de protestation au président du conseil, Bettino Craxi, et au quotidien du Vatican, L'Osservatore Romano, de cesser de manipuler les faits historiques et de ne pas se permettre de « manipuler les faits historiques ».

La pièce de Dario Fo, intitulée « Le procès de Gramsci », est une œuvre satirique et provocatrice. Elle raconte l'histoire de Gramsci, leader communiste, et sa condamnation à mort. La Rai, qui a financé la production, a été accusée de manipulation des faits historiques.

Les évêques italiens ont demandé à la Rai de censurer la pièce. Ils ont également demandé à la Rai de ne pas diffuser la pièce. La Rai a refusé ces demandes.

Le cardinal Ugo Poletti, vicaire de Rome, a déclaré : « La Rai a financé la production d'une œuvre qui est une insulte à la mémoire de Gramsci. Nous demandons à la Rai de cesser de manipuler les faits historiques et de ne pas se permettre de « manipuler les faits historiques ».

Les évêques italiens ont également demandé à la Rai de ne pas diffuser la pièce. Ils ont également demandé à la Rai de ne pas financer la production de la pièce.

La Rai a refusé ces demandes. Elle a déclaré : « La Rai a financé la production d'une œuvre qui est une œuvre d'art. Elle ne peut pas être censurée. »

L'histoire présentée à la lumière des débats actuels du parti communiste

Le 27 avril 1977, Antonio Gramsci, leur docteur et leur héros, leur a rendu hommage. Le 27 avril 1977, Antonio Gramsci, leur docteur et leur héros, leur a rendu hommage. Le 27 avril 1977, Antonio Gramsci, leur docteur et leur héros, leur a rendu hommage.

La célébration du quarantième anniversaire de la mort de Gramsci a été marquée par une série de manifestations. Les communistes ont organisé des débats et des conférences. Ils ont également organisé des manifestations de rue.

Les débats ont porté sur l'actualité de Gramsci et sur les défis du parti communiste. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale en Italie et de la place de Gramsci dans l'histoire.

Les manifestations de rue ont été marquées par des discours et des chants. Les participants ont exprimé leur solidarité avec Gramsci et leur engagement pour le parti communiste.

Hongrie

Un dialogue s'amorce entre les autorités et l'Eglise catholique

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Rentré mardi à Vienne, le cardinal Koenig, archevêque de Vienne, se rendra mercredi à Budapest à l'invitation du primate de Hongrie, le cardinal Lékai. Le cardinal Koenig, archevêque de Vienne, se rendra mercredi à Budapest à l'invitation du primate de Hongrie, le cardinal Lékai.

Le dialogue entre les autorités hongroises et l'Eglise catholique s'amorce. Le cardinal Koenig, archevêque de Vienne, se rendra mercredi à Budapest à l'invitation du primate de Hongrie, le cardinal Lékai.

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE ROME POLEMIQUE AVEC LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

(De notre correspondant.)

Le procureur général de Rome, Pietro Pisanelli, a déclaré que le ministre de l'Intérieur, Mariano Rumor, avait tenté de lui imposer une ligne politique. Pisanelli a déclaré que le ministre de l'Intérieur, Mariano Rumor, avait tenté de lui imposer une ligne politique.

Pisanelli a déclaré que le ministre de l'Intérieur, Mariano Rumor, avait tenté de lui imposer une ligne politique. Pisanelli a déclaré que le ministre de l'Intérieur, Mariano Rumor, avait tenté de lui imposer une ligne politique.

Irlande du Nord

Des représentants du Mouvement des femmes pour la paix ont participé à une soirée ecuménique à Paris

Une soirée ecuménique a été organisée à Paris pour célébrer la participation des représentants du Mouvement des femmes pour la paix. La soirée a été animée par des représentants de différentes religions.

Les représentants du Mouvement des femmes pour la paix ont participé à une soirée ecuménique à Paris. La soirée a été animée par des représentants de différentes religions.

Tchécoslovaquie

Les représentants du P.C. tchécoslovaque ont participé à une conférence à Prague. La conférence a été organisée par le P.C. tchécoslovaque.

Allemagne fédérale

M. Willy Brandt tente d'enrayer la crise du S.P.D.

Brandt tente d'enrayer la crise du S.P.D. Brandt tente d'enrayer la crise du S.P.D. Brandt tente d'enrayer la crise du S.P.D.

Suède

la réforme permanente

Livre-dossier Stock

PRIME VOUS OFFRE LA "PORTE" TIME SHARING POUR MOINS DE 3000 F PAR MOIS.

PRIME LE SPÉCIALISTE DE L'ORDINATEUR CONVERSATIONNEL

LES BAHAMAS

vous connaissez?

Les Bahamas, au nord de la mer des Caraïbes, à deux pas de la Floride et tout près de Haïti. 700 îles au soleil, baignées d'une eau bleue, transparente, tiède en toutes saisons. Les Bahamas où vous apprécierez tous les sports nautiques, les joies du farniente. Les Bahamas où vous ferez tenter la chance au casino. Les Bahamas où tout semble possible. Paradis pour milliardaires? Jugez-en vous-même : 1 semaine à Nassau (la capitale) vous coûtera 2.250\$. Alors! Pourquoi pas les Bahamas?

* 1 semaine, transport, hôtel, compris. Lic. A 478. Lic. A 702.

Retournez cette annonce à votre Agent de Voyages ou à AIR BAHAMA, 32, rue du 11 Septembre - 75002 Paris tél. 742.52.26 - 073.75.42 et vous saurez tout sur vos prochaines vacances!

NOM _____ Adresse _____

C'est mieux aux Bahamas! AIR BAHAMA

«LE MONDE» INFORMATION-PROFESSIONS

Plus de 2.500 cadres ont trouvé, grâce à ce service, un moyen sûr et rapide pour saisir une meilleure chance de promotion et suivre le marché de l'emploi.

Renseignements : Mme EICHTER - Tél. 874.72.95

«LE MONDE» INFORMATION-PROFESSIONS

Plus de 2.500 cadres ont trouvé, grâce à ce service, un moyen sûr et rapide pour saisir une meilleure chance de promotion et suivre le marché de l'emploi.

Renseignements : Mme EICHTER - Tél. 874.72.95

Libres opinions

ENPRE : le mirage des négociations

Le mouvement ENPRE, qui a pour but de réunir les forces démocratiques, a été créé par des représentants de différents groupes politiques. Le mouvement ENPRE a pour but de réunir les forces démocratiques.

Allemagne fédérale

M. Willy Brandt tente d'enrayer la crise du S.P.D.

Brandt tente d'enrayer la crise du S.P.D. Brandt tente d'enrayer la crise du S.P.D. Brandt tente d'enrayer la crise du S.P.D.

DES ARTS ET DES SPECTACLES

Le public, des réalités aux fictions

CES COMÉDIENS PORTE-PAROLE

Le public ■■■■ droit ■■■■ parole. Il s'est mis à dire sur les places. Les troupes ■■■■ spectateurs un rapport différent ne se contentent pas de leurs applaudissements — ou de leurs ■■■■ irritent ■■■■ s'exprimer, et la salle de spectacle devient ■■■■ de réflexion, de création. Elle ■■■■ d'ailleurs organisée pour cela, comme au théâtre. On voit le temps Z présente « Butchsky's Blues, Ten-ten-mour Polka ». Le bar ■■■■ par pendant la représentation, pour une scène de café. Pour une scène de ■■■■ se rencontrent les comédiens et le public, et la soirée se prolonge. Le ■■■■ devient collectif, puis les petits ■■■■ ■■■■ reformer, et l'on s'en va dans la nuit, rencontrant le chœur d'un ■■■■ qui ■■■■ ne retourne enfin des gens qui ne sont plus protagonistes de leur rôle de spectateur muet.

UN théâtre qui s'efforce différent et le refus de se dire marginal tente de répondre à la question du théâtre populaire, en inventant des formes originales : création, et non seulement diffusion. Ces pièces qui parlent de la santé aujourd'hui, des milieux ouvriers, du monde de la rue, sont le produit de langues enquêtrées menées dans les usines, dans les quartiers, dans les associations par les comédiens eux-mêmes.

Le Théâtre du Soleil, d'Arlette Mouchaud, a traversé la voie : « L'Age d'or » s'inspirait d'histoires vécues, fait autobiographique, des discussions. Avant de monter « Jeune Lune... » le Cartouche de Vincennes, les comédiens du Théâtre du Vincennes se sont mis à l'écoute des travailleurs de quatre entreprises d'habitat : HLM, Foyer de Rue, le Becsin, l'Hotel, Wergin, groupe pour les

nomique, nourri de son expérience d'intervention dans les usines et de dialogue avec les ouvriers.

La méthode des **déformals fait école**. Les troupes en nombre **croissent** — par exemple le Théâtre de la Carrière, le Théâtre Chronique, ou ces compagnies qui se sont réunies là y a quelques années à Paris pour faire des ateliers de théâtre — et se consacrent, par un travail d'information, d'animation sur le terrain, d'être directement mêlées à la réalité sociale.

De ces débats, de ces **enquêtes naissent** des personnages, des situations, des répertoires et des **pièces écrites** pour les masses, d'aujourd'hui ? Je demandai Jean Vilar en 1970 à ceux qui lui, représentaient le répertoire « bourgeois » du T.N.P. Ces pièces, les voici, *filles de mai* 1968.

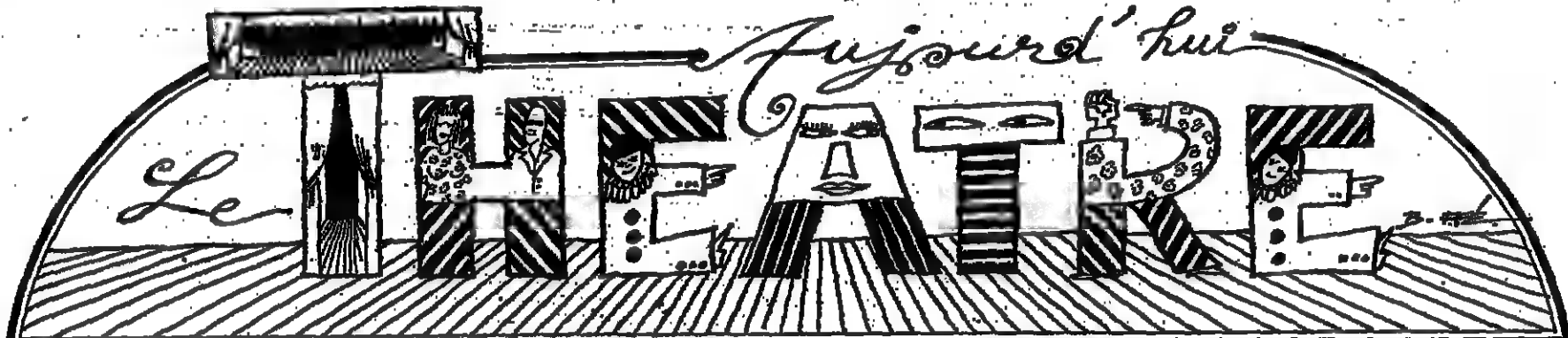
Des pièces, ou plutôt des suites de sketches, des tableaux, de **saynètes** que l'on montre une fois, dans un lieu traditionnel du théâtre, au spectacle. Le refus du

Improvisations, des pochades, des croquis, des créations... élaborées. Les spectacles présentés dans ce "Vrai théâtre" sont souvent une simple montage des scènes inventées à l'occasion d'interventions ponctuelles.

Même lorsque la pièce est écrite pour une salle normalement équipée... avec toutes les praticelles, elle s'adapte à la même écriture, produisant la primauté de l'écriture. Celle-ci résume au primauté du comédien. La production n'est le fait d'un auteur ou d'un metteur en scène, mais, avant tout, d'un groupe d'acteurs. Les auteurs ne sont pas d'avance, mais plus que le dramaturge, ils ne préexistent pas, mais se forment peu à peu. On ne vient, de l'extérieur, ordonner le théâtre. L'ordre naît du travail de la troupe, mais il est la volonté d'un maître d'œuvre, qui, comme compositeur, est responsable, il écrit ce qu'il regard le jeu, au moment où les individus jouent.

plus un plus les revues d'agitation (l'agit-prop), légères et hâtives, tactiles plus ambitieuses, plus réfléchies, qui s'expriment dans une expression originaire. La troupe Z, par exemple, a introduit aujourd'hui, après quatre années d'intervention dans les entreprises, de passer d'une démarche « politique » à une démarche « proprement théâtrale ». Arlene Mnuchnik, comédienne et metteuse en scène, a écrit une comédie de l'art, tragédie parodique sur la construction d'un langage qui se traduit en signes, les objets, les gestes concrets.

Philippe Wenzel revendique le « droit à l'écart ». Cet écart « rend la sensibilité de l'équipe des créateurs et non des habitants de Bobigny », il entend non le « commercer » mais l'« exploiter ». Entre la phase de préparation — en particulier les ateliers d'écriture — et le produit fini, il y a pour Jean-Philippe Wenzel, une médiation.



placés quotidiennement, en collaboration avec le Centre culturel communal de Bologny, un spectacle sur le thème du Naïme d'une fille : pendant plusieurs mois, la population est invitée à s'exprimer, dans des ateliers de création ou dans des groupes de réflexion, sur sa manière de vivre dans la cité, sur ses habitudes, ses peurs, ses espoirs, sur son utilisation du temps et de l'espace.

Une salle qui ferme ses portes, à l'issue de quelques mois : la salle de la "Maison de l'Unité" accueille les "Lectures du Bal" où les invités sont des ouvriers de l'entreprise, à qualité aux étapes du conflit, connus les protagonistes, enregistrés leurs propos, analysés leurs réactions. Le Troupe Z, qui coexistait au sein l'an dernier dans « Histoire, belle histoire... » les luttes des travailleurs de Lip, de Chausson, du « Front libère », du printemps 68, du film de Roberto Rossellini, du Tambour Polka », un spectacle de réflexion sur la crise éco-

représentation classique — achevée, fermée, organisée autour d'un récit, d'une histoire — est à la fois la cause et le fait-bas de ce théâtre.

Théâtre militant, il veut, comme l'Aquarium, « se lier aux travailleurs ». Son objectif : « rendre à la classe ouvrière, sous la forme d'un divertissement, ce qu'elle nous a donné ». La Troupe 2 désire « s'insérer d'un peu dans les mobilisations ». Le Théâtre de la Troupe 2 est une « tentative de création contemporaine dans les préoccupations d'un public neuf au théâtre ».

Ce public, à la fois ouvrier et étudiant, il faut aller le chercher sur place. Les troupes vont donc louer des salles, des locaux, et à l'invitation des comités d'entreprise, soit, en période d'occupation, à l'appel des comités de grève. Or, les conditions de travail sont si dures qu'il est impossible la formule de spectacle qui exige peu de moyens et permettant des

Le danger est que ces pièces soient un pur reflet de la réalité, un « sous-thème » de la réalité. Ici, Jacques Sélvini est au « vif », sur le travail de la forme. De ces risques les compagnies sont tout à fait conscientes. Aucune distinguée-elles de

Les créateurs veulent tirer des hommes de métier, les trouper, engager dans ces expériences semi-professionnelles, et tentent de le rappeler. A peu près au même moment, les comédiens du Aquarium se joignent au Théâtre de l'Unité ont décidé de se payer des salaires élevés : 3 000 francs par mois pour les premiers, 3 500 francs pour les seconds rôles. Le directeur, le jeune Z, qui, ont tous un véritable emploi, veut faire vivre de leur art une œuvre dramatique. La refus de l'amateurisme garantit le sérieux du travail théâtral, la recherche, de transposition, une meilleure maîtrise de l'outil, le rejet des récits documentaires, les situations bien ingénues. Les meilleurs trouvent au Théâtre du Soleil, la liberté de l'invention, le style, de ce qu'il faut bien appeler l'art.

THOMAS FERENCZI

THOMAS FERENCZI.

En attente de Femme

ALLER A LA MER

par HÉLÈNE CIXOUS (*)

[illegible]

Plus violemment encore que la scène, le théâtre, la construction scénique par son fantasmatisme des hommes, de la la redoublant de mesure qui à l'origine toute production culturelle. Il faut toujours qu'une femme morte pour que la pièce commence. Le rideau ne se lève que sur sa disparition : à elle la place du refoulé, tombeau, asile, oubli, silence. Il ne la reste que perdue,

Je l'entends de si loin.

Aller au théâtre maintenant, il me faut le lire politiquement, dans le dessein de changer, ~~avec~~ avec des femmes, ses notions de production et d'expression, l'époque où les hommes rendent aux femmes la chance, sa raison, sa différence : qu'il y ait possible de leur passer un miroir réel, parlant là où le cinéma fait autre chose, à refiler que de l'image... Je dis : « Femmes ; pas : filles. » Le Portrait de Dore, l'ami pour moi le premier geste d'un long travail : geste d'urgence pour se soit d'une émotion (1) Une voix féminine : quelle ait pu croire : « Je suis une femme, je suis muette, je suis tue par le monde ». Encore encore faite au père, mais scène une Rupture : à la fin, Dore sort en silence, le Vieux Je derrière elle. Ca trajet : ils la distancent : travers l'an-

(*) Ecrivain, professeur à l'université
Paris VIII

POINT DE VUE

goisae jusqu'à la sortie vers une ~~autre~~ autre

la scène, une femme, se sent pour Elle
 Corps-présence : il s'agit de tra-
 vailler à faire tout ce qui fait
 spectacle », à déborder la rampe-barrière
 à défaire le primat du visual à insister
 sur l'auditif ; apprendre à aiguïser toutes
 nos oreilles, surtout celles qui sont muettes
 des battements de l'inconscient, les
 battements au-delà. Par là, la « distan-
 ciation », au contraire, la scène-corps-
 n'hésitera pas à approcher, rapprocher (se)
 mettre en danger, mais de Vie. Corps en

Elle se passe où se passe la vie d'une femme, où décide son histoire. Elle se passe sur son corps, depuis son... Ce sera une... sans événement... besoin d'intrigue, pas d'action: il n'y a ni geste, mais capable de transformer le monde. Par exemple mouvement des femmes vers la vie, qui se propage d'une femme à l'autre, mais qui tend, qui... seul geste qui... développe à travers... temps, et c'est une autre Histoire... s'appelle d'un...

tienne : de l'infinie patience d'une
 femme qui se souvient de l'interdit
 se vivrait : nombreuse. Ensemble il celles
 qu'elle s' : qu'elle aurait pu être, qu'elle
 viderait, allant toujours plus lentement,
 plus vite, elle-même : s'écroulant il
 s'écroulait, attendant qu'elle se fût
 si loin, et pas d'autre : que
 cent : simultanées où, plusieurs
 elle va, elle n'est pas arrêtée : en lieu
 ouvert par cette allure, cette écroule, et
 si cette : mouvement, si elle
 s'étend là, où toute arrive, où ça ne se
 pas, se, se, se, se, se, se, se, se, se,
 cent, cent, cent, cent, cent, cent, cent,
 par cent, cent, cent, cent, cent, cent, cent,

(1) En première version, le Portrait a été entendu à la radio en 1972 et a été joué au Petit Orsay en 1976 (le Monde date 29 février - le Mars).

Les dossiers de l'État

L E budget consacré par l'Etat au théâtre en 1977 est de 100 millions de francs. La gestion est assurée par la direction du Théâtre et des maisons de la culture, placée depuis 1970 sous l'autorité de M. Guy Bujot, un ancien administrateur de la France d'outre-mer, âgé de 54 ans.

Trois dossiers vont être soumis à M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, pour les choix se traduiront, à court terme, dans le

Premier dossier : les **Châli-
ers**, qui sont le théâtre de
la Comédie-Française, le
Théâtre national de l'Odéon, le
Théâtre de l'Est-Parisien, le Thé-

Théâtre national de Chaillot. Ce théâtre est au centre d'une controverse, qui appelle une attention de l'Etat. Transformée par André Lang, la grande salle du palais de Chaillot, sous la responsabilité de aujourd'hui directeur André-Louis Perinetti, a obtenu d'importants subventions gouvernementales. Elle a reçu en 1977 (19,7 millions de francs) la somme la plus élevée qu'un lieu d'accueil des troupes extérieures,

et non d'innovation. Il apparaîtra à M. D'Ornano de « créer » si prolongeance d'un art, une œuvre qui ne donne, dans le Théâtre de Chaillot, les mêmes d'émotion la tâche qui lui a été confiée en 1957 : à renouveler le renouvellement de la scène et les conditions de la création contemporaine. Le théâtre de la culture et de l'enseignement doit également dialoguer avec celui du spectateur. D'Ornano fait le « créateur » et le « directeur » ou « directeur » ce dernier dans ses fonctions.

Dans les prochaines semaines, nous appelons à valider la nomination de Jean-Pierre Miquel à la présidence de l'Odéon, qu'abandonne Pierre Dux.

des dix-neuf centres dramatiques nationaux, qui sont la matérialisation de la « décentralisation ». M. Michel Guy avait annoncé en 1970 que nous devrions avoir des troupes en 1975, et il a tenu ses promesses en 1976 et en 1977. Pour l'engagement, M. d'Ornano veut augmenter ce chapitre de 25 % en 1978.

Au premier rang des artistes dramatiques figure le T.N.P. (Théâtre National Populaire) de Villeurbanne, qui a hérité, dans ses nouvelles, du plus strict respect au Théâtre de l'Opéra. Le succès de ce T.N.P. international étant, pour une part, itinérant, le filon de l'expérience sera d'être en 1978 lorsque le metteur en scène Roger Planchon, du Festival d'Avignon et de l'Odéon de Paris, viendra à expli-

M. d'Arbaumont a été élu président sur le bulletin de quinze députés directeurs, dont le mandat s'achève en 1878.

Travaux effectués : les communes. Les plus nombreuses — vingt-sept en 1877 — sont subventionnées directement par le département. Pour les autres — quatre-vingt-huit en 1877 — on verse aux cinquante communes — une subvention fixe la répartition des autres. L'ANNALE DE L'ÉCOLE D'ADMINISTRATION COMMUNALE

de l'Etat
pour qu'il
conclure, le
des troupes « hors
même, les
garanties. De
même, les
pourrait devenir
en vertu d'une décision de M. Mi-
ques. M.
Enfin, le ministre de
de l'Assemblée
à réexaminer
privés parlois (3,5 millions
francs), qui a
l'équilibre financier, et
partage
en 1977.

T. F.

T. F.

Informations Spectacles
704.76.29 et 727.42.34
(ligues groupées)
(de 11 heures à 21 heures -
sauf les dimanches et jours fériés).

Une sélection



Cinéma

LA COMMUNION SOLENNELLE

de René Féret

Cinquante ans après la mort de son père, un jeune homme découvre la famille et les secrets d'un monde qu'il n'a jamais connu. Dans une atmosphère d'émotion et de mystère, le film explore les liens du sang et les secrets d'une famille.

LA RÉCOLTE DE 3000 ANS

d'Hailé Gêrma

Dans une Éthiopie encore proche de ses origines, une famille de paysans se met à l'ouvrage, un propriétaire terrien exploite ses terres, un « fou » dit leurs quatre côtés aux uns et aux autres. Un ordre millénaire s'apprête à s'écrouler. Hailé Gêrma, parti étudier le théâtre aux États-Unis, revient dans son pays dans la misère et la révolte possible : des images et des sons différents sur la réalité de demain et d'aujourd'hui, sur l'avenir des plus humbles à la dignité et au respect d'eux-mêmes. Prix Sadiou 1976.

BEN ET BENEDICT

de Paula Delo

« Ben et Benedict » raconte la vie d'un couple d'hommes qui se rencontrent à la suite d'un accident. Ils s'installent dans une maison et vivent ensemble, découvrant l'amour et la vie.

VERMISAT

de Mario Brenda

Voyage au bout de la misère, de la solitude, du désespoir, l'histoire d'un homme abandonné de tous, qui pour les gendarmes, n'est qu'un chômeur sans domicile fixe et, pour les médecins, un malade encombrant. Mario

Brenda pose sur son héros et sur le monde déshumanisé qu'il affronte un regard implacable.

LE DERNIER NABAB

d'Elia Kazan

Le dernier roman de Scott Fitzgerald, porté à l'écran par le réalisateur américain, Elia Kazan. Un riche amoureux, une femme fascinante, la production hollywoodienne. Une œuvre majeure de la littérature américaine.

LA JEUNE LUNE

de Jean-Pierre L  aud

Les mots passent et un public jeune et enthousiaste remplit chaque soir le plateau du théâtre où les comédiens de l'Aquarium, avec poésie, gaieté, intelligence, mordant et charisme, les uns, les autres, la vie.

SAINT JEANNE DES ABATTOIRS

de T  p

Entre le patron et les ouvriers, il y a la crise, et Jeanne qui arrive avec l'armée du Salut. Le salut des ouvriers ne dépend pas de la charité, et la générosité ne suffit pas pour changer le monde. Guy R  tort reprend la grande fresque épique de Brecht, l'un de ses meilleurs spectacles.

LUX IN TENEBRIS

de la Cité internationale

Brecht, et une pièce brève, un coup de fouet qui déshabille le commerce du sexe et l'exploitation de sa peur. Un spectacle venu de Villeneuve-d'Ascq, d'au et d'au avec de l'humour, des chansons et l'utilisation perverse du romantisme frelaté des rues chaudes.

L'HOMME AUX CAMÉLIAS

de La Bruyère

Dans un univers d'or et de poussière, de volutes funambules, de perles lourdes, de satins o  lets, une terrible histoire d'effacement et de mort. Le grotesque et le tragique s'accrochent dans un délire fantasme. Du grand baroque style « avec Spivakoff, Yann, la machine à vapeur de la décoration Sorel : étrange merveille.

LES PARCEURS

de Nanterre

Ils sont cinq comme les cinq doigts de la main, jouent des dialogues de la vie, montent et démontent des pupes, pratiquent le comique d'accroches, et réussissent l'étrange entreprise de faire rire.

LORETTA STRONG

au Théâtre d'Edgar

Dans un univers d'or et de poussière, de volutes funambules, de perles lourdes, de satins o  lets, une terrible histoire d'effacement et de mort. Le grotesque et le tragique s'accrochent dans un délire fantasme. Du grand baroque style « avec Spivakoff, Yann, la machine à vapeur de la décoration Sorel : étrange merveille.

TRANSE KAMIKAZE EXPRESS

au Théâtre Essalon

D  g  r  t, charmeur, insolent, ruste, Jacques Lévy présente un rôle héroïque en racontant des histoires merveilleusement détaillées avec des dans exceptionnels de comédies.

MAISON DE POUPEE

au Nouveau Carré

La célèbre p  ce pré-M.L.F. d'  ben jou  e par des Br  ziliens br  ziliens. La distanciation des acteurs affaiblit le pensé d'  ben, mais le dialogue est bien tenu, bien détaillé.

LA JEUNE LUNE

de Jean-Pierre L  aud

Les mots passent et un public jeune et enthousiaste remplit chaque soir le plateau du théâtre où les comédiens de l'Aquarium, avec poésie, gai  t  , intelligence, mordant et charisme, les uns, les autres, la vie.

SAINT JEANNE DES ABATTOIRS

de T  p

Entre le patron et les ouvriers, il y a la crise, et Jeanne qui arrive avec l'  arm  e du Salut. Le salut des ouvriers ne dépend pas de la charité, et la générosité ne suffit pas pour changer le monde. Guy R  tort reprend la grande fresque épique de Brecht, l'un de ses meilleurs spectacles.

LUX IN TENEBRIS

de la Cité internationale

Brecht, et une pièce brève, un coup de fouet qui déshabille le commerce du sexe et l'exploitation de sa peur. Un spectacle venu de Villeneuve-d'Ascq, d'au et d'au avec de l'humour, des chansons et l'utilisation perverse du romantisme frelaté des rues chaudes.

L'HOMME AUX CAMÉLIAS

de La Bruyère

Dans un univers d'or et de pouss  re, de volutes funambules, de perles lourdes, de satins o  lets, une terrible histoire d'effacement et de mort. Le grotesque et le tragique s'accrochent dans un délire fantasme. Du grand baroque style « avec Spivakoff, Yann, la machine    vapeur de la décoration Sorel :   trange merveille.

LES PARCEURS

de Nanterre

Ils sont cinq comme les cinq doigts de la main, jouent des dialogues de la vie, montent et démontent des pupes, pratiquent le comique d'accroches, et réussissent l'étrange entreprise de faire rire.

LORETTA STRONG

au Théâtre d'Edgar

Dans un univers d'or et de pouss  re, de volutes funambules, de perles lourdes, de satins o  lets, une terrible histoire d'effacement et de mort. Le grotesque et le tragique s'accrochent dans un délire fantasme. Du grand baroque style « avec Spivakoff, Yann, la machine    vapeur de la décoration Sorel :   trange merveille.

TRANSE KAMIKAZE EXPRESS

au Théâtre Essalon

D  g  r  t, charmeur, insolent, ruste, Jacques Lévy présente un rôle héroïque en racontant des histoires merveilleusement détaillées avec des dans exceptionnels de comédies.

MAISON DE POUPEE

au Nouveau Carré

La célèbre p  ce pré-M.L.F. d'  ben jou  e par des Br  ziliens br  ziliens. La distanciation des acteurs affaiblit le pensé d'  ben, mais le dialogue est bien tenu, bien détaillé.

LA JEUNE LUNE

de Jean-Pierre L  aud

Les mots passent et un public jeune et enthousiaste remplit chaque soir le plateau du théâtre où les comédiens de l'Aquarium, avec poésie, gai  t  , intelligence, mordant et charisme, les uns, les autres, la vie.

SAINT JEANNE DES ABATTOIRS

de T  p

Entre le patron et les ouvriers, il y a la crise, et Jeanne qui arrive avec l'  arm  e du Salut. Le salut des ouvriers ne dépend pas de la charité, et la générosité ne suffit pas pour changer le monde. Guy R  tort reprend la grande fresque épique de Brecht, l'un de ses meilleurs spectacles.

LUX IN TENEBRIS

de la Cité internationale

Brecht, et une pièce brève, un coup de fouet qui déshabille le commerce du sexe et l'exploitation de sa peur. Un spectacle venu de Villeneuve-d'Ascq, d'au et d'au avec de l'humour, des chansons et l'utilisation perverse du romantisme frelaté des rues chaudes.

L'HOMME AUX CAMÉLIAS

de La Bruyère

Dans un univers d'or et de pouss  re, de volutes funambules, de perles lourdes, de satins o  lets, une terrible histoire d'effacement et de mort. Le grotesque et le tragique s'accrochent dans un délire fantasme. Du grand baroque style « avec Spivakoff, Yann, la machine    vapeur de la décoration Sorel :   trange merveille.

LES PARCEURS

de Nanterre

Ils sont cinq comme les cinq doigts de la main, jouent des dialogues de la vie, montent et démontent des pupes, pratiquent le comique d'accroches, et réussissent l'étrange entreprise de faire rire.

LORETTA STRONG

au Théâtre d'Edgar

Dans un univers d'or et de pouss  re, de volutes funambules, de perles lourdes, de satins o  lets, une terrible histoire d'effacement et de mort. Le grotesque et le tragique s'accrochent dans un délire fantasme. Du grand baroque style « avec Spivakoff, Yann, la machine    vapeur de la décoration Sorel :   trange merveille.

TRANSE KAMIKAZE EXPRESS

au Théâtre Essalon

D  g  r  t, charmeur, insolent, ruste, Jacques Lévy présente un rôle héroïque en racontant des histoires merveilleusement détaillées avec des dans exceptionnels de comédies.

MAISON DE POUPEE

au Nouveau Carré

La célèbre p  ce pré-M.L.F. d'  ben jou  e par des Br  ziliens br  ziliens. La distanciation des acteurs affaiblit le pensé d'  ben, mais le dialogue est bien tenu, bien détaillé.

LA JEUNE LUNE

de Jean-Pierre L  aud

Les mots passent et un public jeune et enthousiaste remplit chaque soir le plateau du théâtre où les comédiens de l'Aquarium, avec poésie, gai  t  , intelligence, mordant et charisme, les uns, les autres, la vie.

SAINT JEANNE DES ABATTOIRS

de T  p

Entre le patron et les ouvriers, il y a la crise, et Jeanne qui arrive avec l'  arm  e du Salut. Le salut des ouvriers ne dépend pas de la charité, et la générosité ne suffit pas pour changer le monde. Guy R  tort reprend la grande fresque épique de Brecht, l'un de ses meilleurs spectacles.

LUX IN TENEBRIS

de la Cité internationale

Brecht, et une pièce brève, un coup de fouet qui déshabille le commerce du sexe et l'exploitation de sa peur. Un spectacle venu de Villeneuve-d'Ascq, d'au et d'au avec de l'humour, des chansons et l'utilisation perverse du romantisme frelaté des rues chaudes.

L'HOMME AUX CAMÉLIAS

de La Bruyère

Dans un univers d'or et de pouss  re, de volutes funambules, de perles lourdes, de satins o  lets, une terrible histoire d'effacement et de mort. Le grotesque et le tragique s'accrochent dans un délire fantasme. Du grand baroque style « avec Spivakoff, Yann, la machine    vapeur de la décoration Sorel :   trange merveille.

LES PARCEURS

de Nanterre

Ils sont cinq comme les cinq doigts de la main, jouent des dialogues de la vie, montent et démontent des pupes, pratiquent le comique d'accroches, et réussissent l'étrange entreprise de faire rire.

LORETTA STRONG

au Théâtre d'Edgar

Dans un univers d'or et de pouss  re, de volutes funambules, de perles lourdes, de satins o  lets, une terrible histoire d'effacement et de mort. Le grotesque et le tragique s'accrochent dans un délire fantasme. Du grand baroque style « avec Spivakoff, Yann, la machine    vapeur de la décoration Sorel :   trange merveille.

TRANSE KAMIKAZE EXPRESS

au Théâtre Essalon

D  g  r  t, charmeur, insolent, ruste, Jacques Lévy présente un rôle héroïque en racontant des histoires merveilleusement détaillées avec des dans exceptionnels de comédies.

MAISON DE POUPEE

au Nouveau Carré

La célèbre p  ce pré-M.L.F. d'  ben jou  e par des Br  ziliens br  ziliens. La distanciation des acteurs affaiblit le pensé d'  ben, mais le dialogue est bien tenu, bien détaillé.

LA JEUNE LUNE

de Jean-Pierre L  aud

Les mots passent et un public jeune et enthousiaste remplit chaque soir le plateau du théâtre où les comédiens de l'Aquarium, avec poésie, gai  t  , intelligence, mordant et charisme, les uns, les autres, la vie.

SAINT JEANNE DES ABATTOIRS

de T  p

Entre le patron et les ouvriers, il y a la crise, et Jeanne qui arrive avec l'  arm  e du Salut. Le salut des ouvriers ne dépend pas de la charité, et la générosité ne suffit pas pour changer le monde. Guy R  tort reprend la grande fresque épique de Brecht, l'un de ses meilleurs spectacles.

LUX IN TENEBRIS

de la Cité internationale

Brecht, et une pièce brève, un coup de fouet qui déshabille le commerce du sexe et l'exploitation de sa peur. Un spectacle venu de Villeneuve-d'Ascq, d'au et d'au avec de l'humour, des chansons et l'utilisation perverse du romantisme frelaté des rues chaudes.

L'HOMME AUX CAMÉLIAS

de La Bruyère

Dans un univers d'or et de pouss  re, de volutes funambules, de perles lourdes, de satins o  lets, une terrible histoire d'effacement et de mort. Le grotesque et le tragique s'accrochent dans un délire fantasme. Du grand baroque style « avec Spivakoff, Yann, la machine    vapeur de la décoration Sorel :   trange merveille.

LES PARCEURS

de Nanterre

Ils sont cinq comme les cinq doigts de la main, jouent des dialogues de la vie, montent et démontent des pupes, pratiquent le comique d'accroches, et réussissent l'étrange entreprise de faire rire.

LORETTA STRONG

au Théâtre d'Edgar

Dans un univers d'or et de pouss  re, de volutes funambules, de perles lourdes, de satins o  lets, une terrible histoire d'effacement et de mort. Le grotesque et le tragique s'accrochent dans un délire fantasme. Du grand baroque style « avec Spivakoff, Yann, la machine    vapeur de la décoration Sorel :   trange merveille.

LES SPECTACLES

LE MONDE

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

LES TERRES

Roger Planchon, acteur, metteur en scène, auteur

par COLETTE GODARD

hommes de théâtre plus que tous les autres, puisque leur œuvre n'est pas que dans le monde du théâtre, puisque leur œuvre est aussi dans l'éphémère. Mais, paysans, Roger Planchon cherche à se réconcilier avec l'éphémère. Il a écrit — des adaptations, des textes qui ressemblent davantage des scénarios qu'à des pièces, des textes où il n'est pas facile de se reconnaître auteur, aussi de se reconnaître la « vocation » avec tout ce que ce mot implique d'irrationnel, d'émotionnel, d'ouï, de religieux. Ainsi, le fait se place hors de la critique. On l'accepte, on ne le rejette. Craute ou ne pas craute à Planchon, attention, telle réécriture imposée, tel jeu imposé à l'acteur, tel rôle imposé au metteur en scène, après l'ordonnée de l'homme appelé Roger Planchon.

Donatello a inventé une nouvelle manière de représenter le volume, rejoignant Giotto.

Deux semaines d'attente de la part des deux ans pour résoudre le problème de la comment faire parler un arbre au dixième siècle de la mort en dix-sept jours. La mort est la déconscience, même mortelle. Injuste, mais pas une intelligence. Aventureur, peut-être, aventureux, non : il a l'habitude de la mort, il ne l'utilise pas. De plus, il est de la mort. Malgré lui, il ne veut pas que la mort soit la mort. C'est la mort. Depuis 1972, depuis que le Théâtre de la Ville, sous la direction de T.N.P., a commencé à travailler sur le théâtre dramatique aux dimensions sociales et littéraires.

Fabrice Chénouat lui a apporté la lumière. Il se situe dans la scène, le mystère de ses brumes crépusculaires, ses requiem pour d'impossibles amours. Fabrice Chénouat est venu, avec son insolence, ses vertiges suicidaires, son impudeur aristocratique. Alors Roger Planchon renchérit. Mais son analyse des interdits moraux et sociaux, de ce qui est la scène d'images en prises, images de l'invisible, devient omiques qui s'achèvent au récit, qui inscrivent en symboles ce que les personnages n'ont pu avouer, révéler. Ce ne sont plus des actions parallèles qui éclairent les sources historiques et sociologiques du comportement, mais des actions qui se font, se défont, se font en présence de l'autre, superposées aux épreuves de la parole.

Roger Planchon cherche le secret du nombre (et a raison), le secret des phrases épineuses, parfois de sens multiples, dans la réécriture de l'écriture, dans le collage de textes disparates. Il veut « mettre dans deux lignes un abîme totalement écarté, totalement profond » pour traduire « le temps qui passe, l'éloignement. Ce n'est pas un temps mort : ce sont fragments de dialogues qui redoublent

Le maître principal l'occupant, et avec lui remue-ménage de décors qui multiplient l'espace, projettent des souvenirs, des prémo-

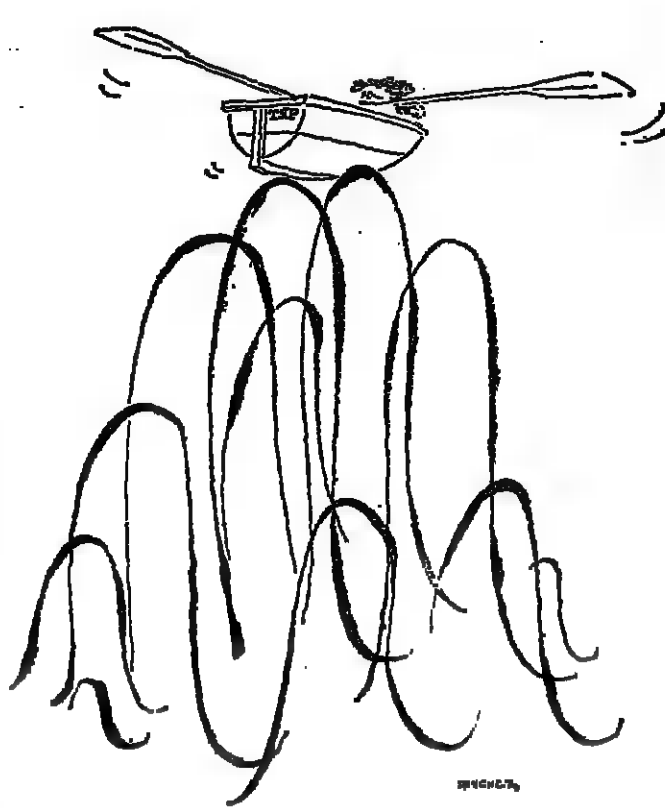
D'après l'analyse accomplie par
 Malraux. Lorsqu'il utilise l'ad-
 jectif, il s'agit de motifs et des
 interprétations qui se succèdent
 en cours de séquences, et les
 termes. Lorsqu'il traite d'un
 objet, il s'agit d'un objet, et il
 l'analyse contemporanément, par-
 ticulièrement. Il est lui-même le
 résultat d'une analyse qui charge le
 mot de la lecture possible, et
 n'admet rien, presque que n'a
 encore été expérimenté. Quand il
 se place les phrases, c'est pour
 déplacer les objets, des objets
 de signes, de signes, de signes,
 parfois brutalement, parfois insistent,
 mais il est impossible, car l'in-
 stant, de capter la nécessité. Il dit
 qu'il viole les pièces. Il prati-
 que la violence.

Tout se passe comme si Roger ~~invitait~~ invitait le public non à se perdre, mais à suivre son chemin dans une forêt sauvage. Un chemin caillouteux parsemé de pièges et de chausse-trapes. On trebuché, on se cogne à des broussailles de ronces, on recule. La voie en fait se perd loin-taine, inconnue, et c'est là que le crime. C'est l'abîme.

La blessure, le mal anxieux.
L'impression d'espérance
l'homme persuadé qu'il
trah le dépit à la porte
sortie, mais qu'il ouvre
une vierge. Aujourd'hui
compte vers, il a mais
les de la représentation
ici et maintenant... Il se
regarde plus et souffre de sa re-
soul, il exagère les jus-
tifications, il exagère
vaincre, mais un... Lui
qui innover, s'inventer,
renseigner, voudrait qu'on
souviene plus, que l'on
hésitations, que l'on approuve
brouillons.

manifeste, sa maîtrise de la langue finit par ressembler à de la roublarderie, à un camouflage. Son intelligence reste tellement dominatrice qu'on lui dénie le droit d'être dominé par une passion — la passion du chercheur, la folie de l'enquête — au point de lui sacrifier son droit de marque : la race.

Monsieur Planchon va-t-il faire
plus en plus profondément
s'égarer dans Brocéliande ou
faire apparaître un monde in-
connu, merveilleux ? Seul un jour-
naliste, saisi par la révélation,
en mesure de le dire.



Le nombre d'or oublié

C'est la naissance d'une situation de crise qui s'est développée autour une logique inexorable. Roger Planchon, directeur du Théâtre de Villeurbanne, aurait pu s'installer dans un mandarinat tranquille. Seulement, il le voit bien, la décentralisation

la nécessité de se confronter sur son propre terrain aux nouveaux venus, et pense déjà à Patrice Chéreau.

[illegible]

Les Tréteaux du Midi sur les routes du Languedoc-Roussillon

Saisir la couleur de chaque département

« **J**E suis le directeur du service technique le plus actif et le moins efficace en France ». Avec son drôle de petit visage volontaire, son nez en trompette, ses lunettes rondes, Jacques Echantillon ne prend guère de plaisir à son poste de directeur. Si on lui demandait de partir, il partirait rancœur. Il entreprendrait autre chose, indifférent ? Fantaisiste ? Non, lui de là, Jacques Echantillon est très « responsable ». Il croit, toujours, à quoi ? À lui-même.

Il _____ l'histoire _____ Tréteaux du _____ (Il
 _____ ainsi rebaptisé le Théâtre du _____
 dramatique national du Languedoc-Roussillon,
 qui lui a _____ en 1979). _____ équipe n'est
 plus _____ Carcassonne. _____ quinze perma-
 nent _____ déménage _____ boulevard
 municipalité _____ local, _____
 _____ bureaux, un endroit pour répa-
 rer, pour construire des décors. Point _____
 _____ (à Carcassonne, il n'y avait _____
 plus _____ pour eux). _____ souhaité
 Montpellier, _____ capitale régionale,
 une ville universitaire, _____ Tréteaux de Midi

entreprise de show-business. Son rôle n'est pas
davantage d'équiper les lieux d'un festival
comme il l'a fait auparavant à Sète et à Mar-
seille.

Sept « créations » ont été présentées l'an dernier à Roubaix. Ces spectacles ont été accueillis dans les lieux scéniques les plus multipliés. Le festival avait même ses amateurs dans la ville basse. Des associations locales se sont produites, organisant l'après-midi des rencontres avec des écrivains. « Chaque jour, en fin d'après-midi, les habitants de la ville et de la région étaient encouragés à participer aux ateliers avec les professionnels », dit Jacques

« Etait-ce pour cette raison de la réaction déconcertante d'Israël ? engagée ? Constatons d'abord que les hommes démissionnés ont été belges ? Il est difficile de croire que Israël a long temps quand les démissions ont cessé d'être reconnues par le gouvernement. Faites venir des personnes parisiennes, nous leur dirons les vérités. Pourquoi ne pas faire des listes des démissionnaires ? Vous communiquez à Israël, et on en revient au maire, communiste, nous a sup-
plé le ne pas croire de l'Israël. »

pour quelqu'un d'engagé. Il explique comment
son travail est l'élément du jeu. (Une
part de son temps à lui est allouée par
son administration.) Il nous sommes
équipe. Sur les quinze personnes qui
sont mises en scène, il y a un acteur
qui est le pou. Nous sommes nous-mêmes,
un même jeu, partagés, nous sommes
ensemble. Nous sommes ainsi
dans le jeu partagé.

[illegible]

Les pêcheurs du Sida

« Ainsi, quand on révisait le budget de l'Etat, l'ensemble des dépenses affectées au service des missions, dont il provenaient de l'Etat, il ne faut pas grand-chose pour le couvrir. »

Les Tifinois du Midi ont vu le projet d'organiser en juin prochain une fête de la pêche, en présentant Brise-Lames, un spectacle qu'ils ont voulu à travailler. Les pêcheurs, les peintres du littoral, ont apporté leur concours. Faut d'argent pour organiser ne peut pas donner.

Ce qui n'empêche pas la quinzaine de jeunes
 Jacques Echallant pour Roger Planchon, en
 l'absence d'accaparer trop de temps et en
 l'appelant à l'acte. « Nous sommes les héritiers
 des compagnies quand nous sommes seuls. Nous
 les héritiers de la France du Premier et du Perpet-
 uel, éphémère dans la France du Premier. »
 L'animation ? Pour ceux qui veulent du Midi,
 c'est la même chose que l'animation. Il est
 mieux, mieux, mieux, mieux, mieux, mieux,
 Eux vont à l'école, à l'école, à l'école pour parler
 à l'école, à l'école, à l'école, à l'école, à l'école.

MATHILDE LA BARDONNIE

Les chanteurs de Carcassonne

Jacques Echantillon précise d'abord : « Le festival de Carcassonne est né en 1970 pour, au début, promouvoir le tourisme dans la région. Sète, Collioure, Marcilhargues. En succédant à Deschamps, j'ai repris la proposition de proposer chaque année un festival aux municipalités. Je suis allé à Carcassonne en premier lieu. Cependant, ce festival, pour ne pas se prolonger jusqu'en l'hiver, n'est qu'un festival régional. »

laquelle de la plupart des dramaturges, qui n'ouvrent pas de septembre à juin, les théâtres du Midi ont fermé : ils ont deux semaines - ou un temps à rêver, dit Jacques Chabrier. Nous préparons actuellement le prochain spectacle, basé à centre ne peut pas prendre les risques financiers de l'opération normale. Il va falloir jusqu'à l'été prochain, quand il y aura (la municipalité) obtenu l'an dernier une subvention de 200 000 francs.) Les élus semblent plus soucieux de ce que sera un spectacle. Ils vont simplement proposer un service, avec une certaine qualité, mais sans nous. Nous ne sommes pas une entreprise impres-

« L'association ne doit pas être Avignon, a dit le créateur de la mairie... Il leur plait à eux la population » Les reproches sont-ils fondés, si l'on sait que, en deux ans, soixante mille personnes ont vu des spectacles donnés par les Trépassés du Midi ?

La pièce *Le monde offre un bon exemple de* ce que tente de faire l'équipe de Jacques Echantillon. L'histoire des *chillans* partis à la recherche de l'or caché traduit le processus d'une région, où beaucoup de gens ont été attirés par la recherche d'un gendre ou forcément les mutations - l'évacuation. Jacques Echantillon parle avec passion des mouvements océaniques, il veut que coopérer : « Le monde offre ce qui est utile à la région, par la région, en fait il y a un réseau. Nous sommes, nous aussi, dans l'économie. Nous sommes la petite bête, nous sommes dépar- tement, que nous sommes, il y a leur couleur particulière. » Jacques Echantillon s'écrit qu'on le prenne

**M. D...
s'est abonné
pour
vingt pièces**

[illegible]

■ M. D... s'organisait bien, il pourrait aller au même uns les par ailleurs. En effet, ses pièces étaient des "punches" s'ajoutant aux spectacles ponctuels pour l'ensemble de la C.E. à des tarifs spécifiques. Les options pour les suppléments : le Magio-Circus pour le Théâtre de l'Est parisien,

des semaines pour la Follie de la Ville. C'est un spectacle digne de ceux pour les Folies (l'abonnement) : ainsi, M. D... va au Théâtre de la Ville un samedi ; un dimanche il se repose impose un jour, et lorsqu'il y a des pièces que tout le monde ne peut pas voir, il prend une licence d'excuses.

M. D., apprécie beaucoup
programmes gratuits, et
l'absence de publicité.
C'est l'accueil du T.N.P.
et du T.N.P., qu'il pré-
tère. A Orsay, il déplore
et l'insuffisance
ration. La Comédie-Française, qu'il
mer la catégorie (on
porter (c'est assez dis-
partie
prochain, il y a que
prodige un
en l'inconfort le
manque visibilité.
beaucoup et tout est vont
pour lui, qu'il y a
elles, et il y a indigne :
lui procurer grande
600
comme un
Il y a plaisir, au T.E.P.
Entin, quand il envis de voler un
spectacle, aucune critique
n'en — G. D.

JOUER L'ÉVÉNEMENT

هكذا من الأصل

**SÉLECTION OFFICIELLE FRANÇAISE
CANNES 1977**

UGC BIARRITZ - UGC OPERA - UGC ODEON - BIENVENUE MONTPARNASSE
CONVENTION ST. CHARLES 14 JUILLET BASTILLE OMNIA
Périphérie CYRANO Versailles

**"Courez voir ce film amoureux,
un film où l'on n'en finit plus
d'être heureux..." YVES ROBERT**



**LA
COMMUNION
SOLENNELLE**



UN FILM DE RENE FERET



PRIME PAR LA FONDATION PHILIP MORRIS POUR LE CINEMA

STUDIO GFT-LE CŒUR - LA PAGODE - LA CLEF
OLYMPIC ENTREPOT

**Ferdinand
le Radical**



Un film d'Alexander Kluge

Prix
de la Critique
Internationale
Cannes 76

FRANCE OLYSSES - MONTE-CARLO - U.G.C. OPERA - MAXEVILLE
GAUMONT CONVENTION - MONTPARNASSE 85 - CLICHY PATHE
HAUTEFEUILLE - LES NATION - L. Saint-Germain - C2L
MULTICINE PATHE Champs-Élysées - FRANÇAIS - BELLE-ÉPINE

**Le Diable
dans la Boîte**

un film de PIERRE LARY

Film satirique, acide et
visuellement méticuleux. Bravo!
Robert Choumard écrit
Ahi si tous les premiers films
étaient aussi réussis que celui
de Pierre Lary...
Jean-Pierre DARRAS
Le scénario du sujet, la subtilité
de l'écriture, l'humour du
réalisateur donnent au DIABLE
DANS LA BOÎTE toutes les
chances.
Haut Chapelle LE QUOTIDIEN DE PARIS
C'est une véritable
poutchoute à l'usage
sérieux des holdings à l'usage
humain.
On se divertit énormément.
Pierre LARY LE CARNAL DU DRAMATISME
Enfin, du comique qui étonne
sans jamais vouloir nous
passer
L'UNIQUE OBSERVATION



MARAI 28, rue du Temple,
278-47-86

LIP 73-74
la nuit du collage

« Un moment important dans la
recherche d'une autre société. »
B. Chaouat
(TRIBUNE SOCIALISTE).
« Beaucoup plus vivant et précieux
qu'un simple document. »
M. Pérez
(QUOTIDIEN DE PARIS).
« Vu de l'intérieur, ce que nous
savions (par les médias) apparaît
dérisoire. »
C.-J. Philippe
(MATIN DE PARIS).
« Une pédagogie brechtienne qui
sait attirer l'attention. »
L. Marcora
(LE MONDE).
« Ce n'est pas un discours filmé,
c'est un film qui parle. »
P. Donnadieu
(MATIN DE PARIS).
« Ces images du combat le plus
accablant contre l'empire des
sociétés multinationales méritent
simplement d'être vues et méditées. »
(CHARLIE - HEBDO).

SALES CLASSICS
CINEMA 5 PART
et d'ESSAI

ST. BERTRAND 28, rue Bertrand
RUF. 64-65

SHOCK CORRIDOR
de Robert FILLER
**LA VIE CRIMINELLE
D'ARCHIBALD DE LA CRUZ**
de JIM BUDDEL

ST. CUIJAS 20, rue Cuijas
75005 PARIS - 033-89-82
L'HISTOIRE D'ADELE H.
de François TRUFFAUT
Séances à 12 heures
soit samedi et dimanche
CE GAMIN-LÀ
de Roman VICTOR

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1
50, rue Saint-André-des-Arts - 328-48-18

12 heures et 13 heures
**SANTHALA
NAISSANCE**
de Frédéric LESOYER
14 h. - 16 h. - 18 h. - 20 h. - 22 h.
IRÈNE, IRÈNE
de Peter DEL MONTE
24 heures
LE PRIVÉ
de Robert ALTMAN

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 2
30, rue Saint-André-des-Arts - 328-48-18

12 heures et 24 heures
L'EMPIRE DES SENS
de Nagisa OSHIMA
14 h. - 16 h. - 18 h. - 20 h. - 22 h. - 24 h.
ADOPTION
de Martin MESSARS

U.G.C. NORMANDIE - U.G.C. ODÉON - BRETAGNE - REX - HELDER - MISTRAL - MAGIC CONVENTION - CYRANO Versailles
CARREFOUR Pantin - ARTEL Créteil - VELIZY 2 - ALPHA Argenteuil - MELIES Montreuil - FRANÇAIS Enghien - ARTEL Nogent
FLANADES Sarcelles - ARIEL Rueil



LES ARTISTES ASSOCIÉS présentent
CHARLES DENNER
dans un film de
FRANÇOIS TRUFFAUT

L'HOMME qui aimait LES FEMMES

FRANÇOIS TRUFFAUT, MICHEL FÉRAUD et SUZANNE SCHIFFMAN
BRIGITTE FOSSEY NELLY BORGEAUD GENEVIEVE FONTANEL et LESLIE CARON

directeur de la photographie NESTOR ALMENDROS - musique MAURICE JAUBERT - une coproduction LES FILMS DU CARROSSE - LES PRODUCTIONS ARTISTES ASSOCIÉS - distribué par LES ARTISTES ASSOCIÉS

Cinéma

[illegible][illegible][illegible][illegible]

HEINZ BENNIENT
JACQUES WEBER

**Une
Femme
Fatale**

scénario de JACQUES DO

Scénario de JACQUES
d'après le roman de LYNNE
Image de CHARL
livres de MARCELLA
RAVARA ATZELER et LES FILMS

SOVEXPORTFILM
présent
STUDIO A



NIOIA ALCROZE

OSVALDO

RE

STEINER

MONTELLI - Montaggio di NICOLE BENCIONANI

ELA SERVE - Distributori I.T.G.C. C.F.D.C.

AUDIPHONE S.A.

PARIGNY

LES FILMS NOUVEAUX

LA **FRANCO-TUNISIN** de **Naceur Kharzi** v. : Palais des Arts, 14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-10

gio-Convention, 15-
64).
1979) **PERMANE PARALELA**, film
trattato da Jacques Demy,
Valencia, U.G.C. Danton, 6
(329-42-50); Marceau, 6
(329-42-50); Mammann, 6 (770-
47-55) U.G.C.
(331-06-18).
ADONIS, film 35 mm.
Saint-André-des-Arts, 6 (328-
48-18).
PRODIGE AND IN RADICAL, film
V. O. L. A. (337-30-00).
Studio Chi-Li-Comet, 32
(329-42-50).
1980) **PRODIGE**, film 35 mm.
12); Olympia, 60 (542-97-49).
PRIVATE ROAD, film americano
trattato da Jacques Demy,
Zaccas, 6 (833-43-77); Gatti-
poli-Rinopoli, 6 (844-87-12);
V. O. L. A. (337-30-00).
55).
LES
1980) **LES**, film americano
trattato da Jacques Demy,
ban. V. O. Quintessa, 34 (033-
31-50); Marignan, 6 (339-92-
22-50); L. S. L. 3 (339-92-22-
50); Saint-Laurent Paugier, 5
(337-35-43); Pavane, 12 (321-
48-18); Cinéma de la Ville,
43-06); Caravelle, 16 (387-50-
70); Gasmont-Gambetta, 20 (387-
50-70).
TRACATULES, film americano
d'Olivier Selkman (C). V. O. :
12 (339-92-22-50); Pa-
ramount-Nivada, 35
34) V. O. : Max-Léon, 6
(770-46-50); Paramount-Opera, 6
(770-47-51);
Bastille, 12 (343-70-17); Pa-
ramount-Galaxie, 15 (680-16-
16);
(840-45-10); Paramount-Mont-
parnasse, 14 (328-12-17); Pa-
ramount-Montparnasse, 14 (328-
12-17);
11) Paramount-Montmartin, 11
(806-34-28); Convention
12 (328-12-17);
Fanny, 12 (328-62-34).

[illegible][illegible]

PROGRAMME	
SOIRÉE	
En présence au Festival des meilleurs films soviétiques	
PERMANENT de	
MERCREDI 17 AVRIL JEUDI 8 MAI	QUAND Palme d'Or
JEUDI 28 AVRIL	IVAN LE La film la p
VENDREDI 29 AVRIL 6 MAI	ANDREI Les les
SAMEDI 30 MARDI 6 MAI	LEON
DIMANCHE 1 ^{er} MAI VENDREDI 6 MAI	SPARTAC Film Ballet V. VASSILI
LUNDI 8 MAI SAMEDI 7 MAI	SOLARIS Grand Prix
MARDI 8 MAI LUNDI 8 MAI	L'OBIER
LES 10 ET 11 MAI	8 MAI MAI LA BATAILLE (épisode de)

TOU
 ival de CANNES
 iques de 1943 à 1977
 heures à 24 heures
ASSENT LES CONFÉRENCES
CANNES 1980
ÉRIBLE
 es print du monde
DOUBLE
 Internationale, CANNES
FARDS
IS
 avec le Théâtre BOLCHOT
 V - E. LUTHERVIL
 pétés du Jury, CANNES 1977
DOUGE de Chostakitchine
LE DE BERLIN (m/m)
 Le super

Seul à Paris : au QUINTETTE

Un des meilleurs films de l'année
pour son intérêt et son efficacité. LE MONDE

Un film de Rainer Werner Fassbinder

**ROULETTE
CHINOISE**

Avec Anna Karina, Macha Méril, Margé Carlsen
Ulli Lommel, Alexander Allerson, Andrea Schöber

POUR LA 1^{re} FOIS UNE CAMERA PENETRE A LA GOUTTE D'OR

les ambassadeurs

Un Film de NACEUR KTARI

Le film
aire pour
able de Naceur
Ktari formé auprès
de Rossellini et de Dino
risi dérangera beaucoup
ces personnes : il a dérangé le
Festival de Cannes - L. M.

MARIGNAN PATHÉ • GAUMONT OPÉRA • QUINTETTE • MONTPARNASSE 83 • GAUMONT GAMBETTA

MICHEL SEYDOUX PHILIPPE LÉOTARD · ALBERT DRAY · ZOE CHAUVEAU · DANIEL DUVAL

**16 ans
24 ans
27 ans** une seule idée : *partir!*

Enfin ! Un grand film français ! **le point** MICHEL FLACON

L'OMBRE DES CHATEAUX

avec la participation de
YVES BENEYTON, DALIO
avec STEPHANE BELLUJ, JENNY CLEVE, MARTINE FERRIERE
LOUISE CHEVALIER, Directeur de la Photographie PIERRE LYONNAIS
Directeur de production PAUL MANCIET
Producteur associé JEAN-PAUL GIBON

JUSTICE

DEPUIS LA FIN DE 1975

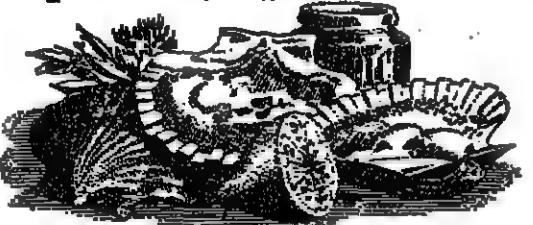
Une cinquantaine de personnes ont été poursuivies pour renvoi de livrets militaires

Le tribunal « grande instance de Paris (17^e chambre) » a jugé le 26 avril un prévenu de Rodez, l'abbé Pierre Cros, pour renvoi de ses papiers militaires. Agé de quarante-cinq ans, l'abbé Cros est responsable de foyers de jeunes dans les quatre départements de l'Aveyron, de la Lozère, du Cantal et du Lot. Ancien aumônier militaire en Algérie, il a le 28 juillet 1975 renvoyé ses papiers militaires en même temps que douze autres personnes dont sept prêtres. Seul à comparaître, il a affirmé qu'il entendait porter témoignage de la violence des militaires qui s'appliquent sur le plateau du Larzac. Le jugement sera rendu le 24 mai. Pour le même motif, M. Claude Cramet a été condamné à 500 francs d'amende le 21 avril par le tribunal de Rodez, ainsi que M. André Le Meur par le tribunal de Quimper. D'autres procès devaient avoir lieu à Lyon, Albertville, etc. L'augmentation du nombre des citations devant les tribunaux correspond, en effet, à celui des contrevenants qui ne sont pas militaires.

Une statistique nominative faite par le groupe de « Démocratie des renvoyeurs de livrets » (1), entre autres livrets ont été renvoyés au cours de la dernière année, il y en a eu sept cents environ depuis le mouvement des Larzac en 1973. Il y a eu environ depuis le début de l'année 1977, du 1^{er} janvier 1976 jusqu'au 31 mars de l'année, quarante-trois condamnations prononcées par les tribunaux. Elles sont le plus souvent allant de 300 à 1 000 francs. On note aussi quinze jours de prison avec sursis (M. Dominique Barrette, octobre 1975 à Carcassonne), 1 000 francs d'amende (M. Sylvain Lemaire, 25 février 1977 au Havre), 500 francs de prison avec sursis (M. Delmas, juillet 1976 à Rodez), trois mois de prison et cinq ans de privation de droits civiques (M. Pierre Dantec, 25 février 1977 au Havre), 500 francs de prison avec sursis (M. Jacques Lemaire, novembre 1976 à Béziers).

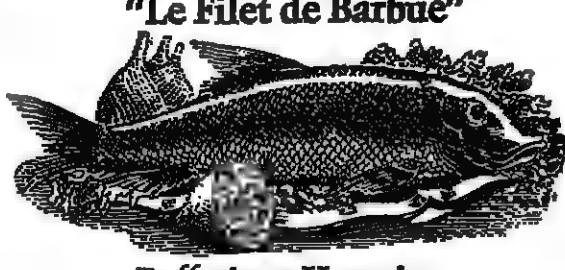
La plupart de ceux qui renvoyent leurs livrets militaires le font pour leur solidarité avec les paysans du Larzac. Plus généralement, ils déclarent vouloir « rendre la complaisance à l'armée », affirmant que « la possession obligatoire d'une « identité militaire » est une forme de collaboration avec le régime défectueux ». Ils déclarent aussi vouloir « rendre la complaisance à l'armée », affirmant que « la possession obligatoire d'une « identité militaire » est une forme de collaboration avec le régime défectueux ».

Tête à Tête à la Bûcherie "Coquilles St-Jacques au Fenouil"



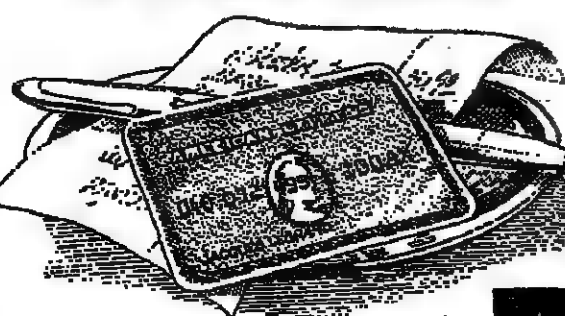
La Bûcherie est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express.
41, rue de la Bûcherie - Paris 5^e
Tél. 033.78.06. Fermé le Lundi.

Gastronomie chez Raffatin et Honorine "Le Filet de Barbu"



Raffatin et Honorine est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express.
16, Bd St-Germain - Paris 5^e
Tél. 033.22.21. Fermé le Dimanche.

La Carte American Express est honorée par des milliers de restaurants.



En France. Et à l'étranger.

AUX ASSISES DE LA LOIRE

Un ancien huissier est condamné à dix ans de réclusion

Saint-Etienne. — Au cours de ces deux journées de débats, la cour d'assises de la Loire a condamné mardi 26 avril, pour abus de confiance qualifiés, à dix ans de réclusion M. Serge Le Griel, cinquante ans, ancien huissier de justice à Firminy, depuis le 1^{er} janvier 1973. Le verdict a été rendu après deux heures et demi de délibération. Les jurés, qui eurent à répondre à un millier de questions, n'ont pas accepté l'accusé les circonstances atténuantes. L'avocat général leur avait demandé de les rejeter. Mais ils se sont montrés plus sévères que le ministère public qui avait requis une peine de sept à huit ans.

De notre correspondant

Le père de M. Le Griel, qui fut batonnier, était une personnalité de Saint-Etienne. Lui, qui devint un autre à Firminy où, à titre de membre du comité directeur de l'U.D.R. - V^e de la quatrième circonscription de la Loire, il avait même été candidat de l'U.D.R. en 1968, en premier tour, contre le député sortant, M. Eugène Claudius-Petit. Il avait été battu par celui-ci, et c'est 600 voix de différence, dit-il, alors qu'il en avait eu, en fait, près de quatre fois plus. Peut-être un trou de mémoire.

Plus considérable est le « trou » dans lequel ont été engloutis — pour un passif total de 1 million et demi — les quelques 700 000 F qu'il a détournés dans les actes de recouvrement en qualité d'huissier de justice pour les ventes de fonds de commerce et dans ses fonctions de régisseur d'immeubles et de syndic de copropriétés. Entre comme saute-raisseau à vingt et un ans chez un avoué stéphanois à son retour du service militaire accompli comme sous-officier, il achète, en 1962 une étude d'huissier vacante à Firminy. « On a traité en quinze jours-trois semaines », dit-il officiellement, « 250 000 F de réputation. Plus les droits. En fait, je n'ai pu les décaisser qu'en 1964. C'était le prêt, alors, non d'une activité, mais du titre. » Il n'a pas d'argent, mais en revanche, des amis qui lui en avancent. Là est la source de tous ses maux futurs.

Au préjudice du tout

Les revenus que lui procure sa charge étant insuffisants pour assurer la subsistance de sa famille et rembourser les emprunts contractés afin de se mettre à son compte, il commence par des détournements, d'abord peu élevés, qu'il compense périodiquement par d'autres. Ils finissent par faire bouillir de rage. « J'ai senti, je l'avoue, l'argent que j'avais en dépôt, pensant toujours le réintégrer dans la caisse en réussissant à rétablir la situation », en achetant, supprime-t-il, un portefeuille de valeurs d'immeubles en 1965, puis d'argent général d'assurances en 1966.

Toujours à la recherche de 5 sous pour faire 10 francs, il n'arrive jamais à rattraper le matériel retard d'un trimestre.

CHOIX UNIQUE DE BERLINES ET COUPÉS
6 CYL DISPONIBLES, 625.528, 2.8L.30L.633 CSI
BMW:GAP
CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF
25 rue Cardinet. Paris 17^e. 267.31.00

à vendre
AVENUE FOCH
hôtel particulier de classe exceptionnelle
s'adresser
GÉNÉRALE IMMOBILIÈRE ET FONCIÈRE
9, ROND-POINT DES CHAMPS-ÉLYSÉES
75008 PARIS TÉL. 359.14.70

LES « AGISSEMENTS PERSONNELS » DE M. BODOURIAN

La cour d'appel d'Aix-en-Provence vient de décider la liquidation bien de la société BODOURIAN dont le président-directeur général, M. Roger Bodourian, avait déposé l'acte de liquidation. Les compagnies pétrolières, les compagnies françaises. La cour estime que la liquidation de la société BODOURIAN n'est pas une liquidation d'actif, mais une liquidation de passif, et que les créanciers de la société BODOURIAN ne peuvent pas réclamer la liquidation de la société BODOURIAN.

Un second arrêt, la cour d'appel d'Aix-en-Provence vient de décider la liquidation bien de la société BODOURIAN dont le président-directeur général, M. Roger Bodourian, avait déposé l'acte de liquidation. Les compagnies pétrolières, les compagnies françaises. La cour estime que la liquidation de la société BODOURIAN n'est pas une liquidation d'actif, mais une liquidation de passif, et que les créanciers de la société BODOURIAN ne peuvent pas réclamer la liquidation de la société BODOURIAN.

Faits et jugements

Un travailleur algérien empêché de rentrer en France.

Le Comité des étrangers immigrés de la ville de Marseille a intervenu depuis plusieurs mois auprès de la préfecture de police du Nord pour obtenir le rapatriement d'un ressortissant algérien, M. Omar Serrah, qui se trouve actuellement en Algérie, mais désire rentrer en France. Né en Algérie en 1950, M. Serrah est arrivé à Marseille en 1975, après avoir travaillé pendant deux ans en Algérie, mais désire rentrer en France. Né en Algérie en 1950, M. Serrah est arrivé à Marseille en 1975, après avoir travaillé pendant deux ans en Algérie, mais désire rentrer en France.

« Coup de poing » contre les bookmakers marseillais.

Vingt-deux bookmakers ont été arrêtés mardi 26 avril au fin d'après-midi à Marseille dans la salle du P.M.U. On s'est enquis des ordres passés des courses. L'opération policière a permis de saisir des chèques de la sûreté urbaine de Marseille d'effectuer un contrôle minuté de toutes les personnes présentes, bookmakers, dont beaucoup ont été arrêtés. Plus de 100 000 francs ont été saisis sur eux, qui ont été collectés dans l'après-midi même. Cette opération a eu pour effet d'empêcher les bookmakers de continuer à fonctionner.

Sursis pour le meurtre d'un automobiliste.

Le 27 avril, le tribunal de Marseille a rendu son verdict dans l'affaire du meurtre d'un automobiliste. Le prévenu, M. Jean-François Borel, a été condamné à dix ans de réclusion. Le tribunal a estimé que les circonstances atténuantes ne pouvaient pas être retenues.

La recette des paramètres de Marseille.

M. André Borel, cinquante-cinq ans, a été arrêté par la police de Marseille. Il est accusé d'avoir détourné des fonds de la recette des paramètres de Marseille. Le tribunal a estimé que les circonstances atténuantes ne pouvaient pas être retenues.

M. Borgeolin, secrétaire du Conseil supérieur de la magistrature.

Comme il était prévu, M. Jean-François Borel, secrétaire du Conseil supérieur de la magistrature, a été nommé à ce poste. Le tribunal a estimé que les circonstances atténuantes ne pouvaient pas être retenues.

Le gardien de la paix du corps armé de Nice.

M. Max Amouroux, vingt-neuf ans, qui avait été gravement blessé, a été arrêté par la police de Nice. Il est accusé d'avoir détourné des fonds de la recette des paramètres de Marseille. Le tribunal a estimé que les circonstances atténuantes ne pouvaient pas être retenues.

L'apothéose du dessert

Un champ d'innat de France à DINA... L'apothéose du dessert... Les livres de contact miniflexibles... Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

Lentilles de contact miniflexibles

Encore plus petites. Plus légères. Plus douces. Les livres de contact miniflexibles... Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

Informez-vous chez ISOPTIC 80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS Tél. 522.15.52

Éditions du Progrès

Traduit du Russe nouveautés

Peikov	L'U.R.S.S. VISAGES ET PAYSAGES	album cartonné - 200 pages.	40,00 F
Kholina	PROPRIÉTÉ PERSONNELLE EN U.R.S.S.	202 pages - relié	15,00 F
Bordon et Klopov	L'HOMME APRES LE TRAVAIL	404 pages - relié	16,00 F
Adabachev	LA VIE D'EMMANUEL - TRAGÉDIE OU HARMONIE?	485 pages - broché	10,00 F
Nestorouch	L'ORIGINE DE L'HOMME	442 pages - relié	36,00 F
	HISTOIRE DU MOYEN AGE	732 pages - relié	40,00 F

TOUS CES LIVRES (et des centaines d'autres) LES DISQUES ET LES TIMBRES SOVIÉTIQUES SERONT EN VENTE à la Foire de Paris Pavillon de l'U.R.S.S. STAND DE LA MEJPOUNARODNAIA KNIKA (Palais Sud Niveau 2)

ÉGALEMENT EN VENTE TOUTES LES LIBRAIRIES

مكتبة من الأصل

EQUIPEMENT

TRANSPORTS

A MONTRÉAL

Quatre-vingt six pays ont tenté de réglementer « avec souplesse » les vols charter

De notre correspondant

Montréal. — La conférence de l'Organisation de l'Amérique
latine internationale (O.A.I.), qui s'est ouverte le 13 avril, vient
de s'achever à Montréal. Quatre-vingt-six pays y participaient.
Des représentants ont été présentés à la prochaine assemblée
plénière, qui aura lieu à l'automne.

La conférence a étudié plusieurs sujets : l'application des tarifs et leur méthode ; d'abord, les transports maritimes réguliers (charters), les réglementations en vigueur, les charters, les participants ont dit qu'il fallait s'harmoniser ces vols réguliers. Une question préalable est la nouvelle classification des vols, compte tenu de leur multiplication. Certaines délégations ont souhaité avoir un bout de papier où l'interdiction est coordonnée et intégrée, mais la proposition est restée sans suite. La réglementation est en cours de révision.

La France a recommandé que le ~~seul~~ ^{seul} ~~entrepreneur des études~~ ^{entrepreneur des études} ~~sur les mines qui pourrait~~ ^{sur les mines qui pourrait} ~~être appliqué pour réglementer~~ ^{être appliqué pour réglementer} ~~les mines~~ ^{les mines} ~~spéciaux qui pourraient avoir~~ ^{spéciaux qui pourraient avoir} ~~le don de donner corps aux réfor-~~ ^{le don de donner corps aux réfor-} ~~mes minières aujourd'hui.~~ ^{mes minières aujourd'hui.}

ALAIN-MARIE CARRON

LA MARÉE NOIRE

En matière de tarifs, les conclusions de la conférence ne furent pas un peu plus vigoureuses. Les délégués pléniers, notamment recommandèrent l'OTCA et l'ATA, et décidèrent que les conférences de l'Association de transport aérien international (I.A.T.A.) mais pas les conférences de l'Union postale des pays, que la présence de ceux-ci aux conférences compromettrait leur droit souverain d'approuver ou de rejeter les décisions prises par les I.A.T.A. La conférence a voulu insister également sur l'importance du rôle (moral) pour les Etats membres de veiller eux-mêmes à ce que l'appli-

La veille, 26 avril, les spécialistes avaient travaillé pendant plusieurs heures sur la plateforme. Ils ont pu apporter sur Brava une partie du matériel

Le trafic aérien en 1976

HAUSSE
ATLANTIQUE NORD
BAISSE
ATLANTIQUE SUD

L'an dernier, le trafic des compagnies aériennes régulières membres de l'Association du transport aérien international (IATA) a progressé sur l'Atlantique nord, s'est stabilisé entre l'Europe et le Proche-Orient, mais a régressé sur l'Atlantique sud.

Les compagnies pétrolières préparent un renforcement des livraisons

l'Europe Proche-
neut environ mille
seulement 0,1 %
un % d'occupation
est 53,5 %, en cre-
27 341 tonnes pour sa part
augmenté 11,4 %.

l'Atlantique sud, on
voit une réduction de 11,5 % du
nombre de navires. La baisse a
passé 10,6 points du coefficient
de remplissage des appareils, qui
est établi à 53,1 %. En revanche,
le transport a baissé 39,92 ton-
nes - a progressé de 15,8 %.

ciées au sein d'un système pro-
fessionnel d'assurance couvrant
jusqu'à 100 millions de francs
pour les compagnies d'assurance
company, les compagnies Ber-
même l'objet
surgent
Londres. C'est à par
exemple la Phillips Petroleum,
ou le C.F.P.
Aquitaine Eyraud, qui
simplement une
pour les assurances civiles gé-
néral, qui domage à un tiers).
Celle-ci couvre la pollution, la
reprise de certaines des opérations

La grève de la région Abitibi. — Aucun progrès dans la démolition, le mardi 22 avril, les négociations pour mettre un terme au conflit qui paralyse une partie de l'industrie ont échoué. Depuis le 3 avril, le principal obstacle pour un règlement du conflit réside dans le refus des syndicats représentés au conseil d'entreprise britannique de s'entendre avec les grévistes sur l'adoption d'une plateforme revendicative commune. —

« **Fin du conflit à Air Alpes.** — Au cent onzième jour de grève, un accord est intervenu le lundi 25 avril entre les pilotes grévistes et la direction de la compagnie Air Alpes. Les pilotes, représentés par le S.N.P.C., ont accepté le licenciement de quinze d'entre eux, licenciés à l'origine du conflit. Du son côté, la direction de la compagnie saavoarde s'est engagée à ne pas licencier de personnel dans les trois mois suivant la reprise du travail. Le dialogue de ces deux mois les conditions de travail des pilotes navigant dans l'esprit d'une nouvelle reprise progressive à partir du 25 avril. — (Corresp.) »

La centrale de Cruas-Meysses :

Les commissaires enquêteurs donné « au mépris de l'hostilité de mille opposants »

donné « au mépris de l'hostilité de mille opposants », nom-
breux comités et comités de
défense, de toutes les populations
et conseils municipaux concernés
ainsi que le conseil général de la

De son côté, par dix-sept voix
contre douze, le conseil général
de l'archipel a refusé son accord
pour la construction de la centrale.
Cependant, une motion présentée
par les élus de gauche qui
condamnait le projet en raison
des nombreuses questions restées
sans réponse a recueilli douze
voix sur vingt-neuf votants.

Une enquête publique
déroutant du 9 mai au 30 juin
à Thionville (Moselle) à propos
du projet de centrale nucléaire
de Cattenom. Les habitants de
Cattenom ont obtenu comme une
"E.D.F. compte" de deux reac-
teurs 900 megawatts et deux
de 1300. Les travaux pourraient

commencer en 1978, le premier réacteur démarrait en 1983. Le du projet de centrale nucléaire d'une association de sauvegardes de la vallée de la Moselle forte de mille et l'hostilité de vingt-trois conseils municipaux qui ont adopté des délibérations.

IN VCFI

UN VŒU
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES

En avril 1973, l'Académie adressait à M. Poujade, alors ministre de la protection de la nature et de l'environnement, un vœu qu'elle venait de rédiger à propos de l'éventuelle exploitation d'hydrocarbures et pas voulu.

L'année précédente, en effet, la Compagnie française des pétroles et ELF-HEPAC avaient déposé des demandes de permis d'exploitation pour des sondages au large des côtes caennaises, des Bouches-du-Rhône, du Var, des Alpes-Maritimes et de la Corse.

Dans le vœu d'être les ministres des Pétroles et de la Mer très préoccupés par les risques graves de pollution nouvelle que pourraient entraîner la poursuite des projets actuellement en cours, ils ont décidé de procéder à l'exploitation de gisements de pétrole dans les zones profondes de la Méditerranée, et presque

nir ~~monétaire~~. Mais les compa-
gnies craignent surtout les retom-
bées ~~des~~ ~~surcotes~~ ~~catastrophes~~ de cet
~~ordre-là~~ que les compagnies d'assu-

Les compagnies craignent surtout les retombées financières d'un accident sur les assurances de sécurité qu'elles doivent prendre sur les indemnités qu'elles paieraient à leurs clients. Les Norvégiens ont donc nul besoin d'adopter les normes de sécurité sur les plateformes de pétrole. Le gouvernement britannique a décidé de déposer un projet de loi destiné à accroître le montant des indemnités que devra payer les compagnies pétrolières en cas de pollution en mer du Nord.

Des accidents ex

Une éruption comme celle qui

[illegible]

Y. E.

[illegible]

LA MUTATION D'UN
Sanctionn

L'officier de paix y Daniel Rode, du groupement C.R.S. n° 1 de Vailly (re-suspendu le 28 avril par le ministre de l'Intérieur en raison de ses activités syndicales, est dans l'intention de solliciter la police de l'état de son poste d'Annersey, en Haute-Marne, dernière station, route à destination de M. Jacob, président du Syndicat des avocats de France d'Angers, pour la procédure devant le tribunal administratif pour faire annuler cette décision.

décidé dans des moments
extrêmement tendus
nouvelle sanction prolon-
gation et solère dans les
Syndicat des command
officiers, auquel il app
Pour M. Roger Fisset, se
général du S.C.O. M. R.

Un changement de sens devra quitter les CRS. Ils devront être séparés des forces de police de l'Etat et devenir, en outre, par groupes de plusieurs centaines de kilomètres de la capitale. « Par cet acte, nous montrons à nos syndicats, constate M. Gots, que l'administration fait ce qu'elle peut pour empêcher la dégradation de la capitale de Briser le

révisions intens

Batph
2. mai - 11. mai
bepe
16. mai - 1. iun
SOS MATH

LA VIE ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

Un entretien avec le nouveau président de la Bundesbank

(Suite de la première page.)

« Il y a quelques années, la République fédérale a connu une forte hausse des prix. Il a fallu déployer de grands efforts pour restaurer dans le public la confiance dans la stabilité. C'est pourquoi nous sommes si préoccupés de ne pas remettre en cause les résultats si durement atteints dans ce domaine. D'où notre opposition à une politique imprudente de stimulation de l'activité. Nous savons par expérience que des années sont nécessaires pour rétablir la crédibilité d'une politique de stabilisation quand celle-ci a été compromise. »

« Je veux encore dire que ce souci, cette préoccupation, le gouvernement fédéral le partage avec nous. Il répond ainsi à la demande de stabilité exprimée par la grande majorité de la population. »

« Vous allez présider, à partir du 1^{er} juin prochain, aux destinées de la Bundesbank. Pourriez-vous nous préciser quels seront les grands axes de votre politique ? »

« Depuis de nombreuses années déjà, je participe aux décisions prises par Bundesbank et l'assure ma part de responsabilité dans la politique qu'elle a suivie. Mon objectif prioritaire sera de poursuivre la présente politique de stabilisation et d'essayer d'éviter les dangers qui peuvent surgir du dehors ou du dedans. »

« Estimez-vous que le niveau actuel du déficit des finances publiques constitue l'un de ces dangers ? »

« Sauf en ce qui concerne la sécurité sociale, le déficit du secteur public dans son ensemble (État fédéral, Länder, etc.) n'a cessé de se réduire lentement depuis deux ans. Nous pensons qu'il faudra faire de nouveaux progrès dans cette voie, mais en 1977 l'ampleur de ce déficit — il représente environ 4 % du produit national brut — se justifie par des raisons conjoncturelles, et il ne nous semble pas incompatible avec l'objectif de stabilité. Mais lorsque la reprise économique fera sentir tous ses effets sur la demande de crédit du secteur privé, le secteur public devra réduire son emprise sur le marché financier. »

Insuffisance des investissements

« La reprise ne serait-elle donc pas encore tout à fait assurée en République fédérale ? »

« Le point faible reste les investissements qui sont globale-

ment insuffisants dans la phase actuelle du cycle économique. »

« C'est là une remarque qui ne manquera pas de surprendre les Français. En France, en effet, on a tendance à attribuer l'insuffisance des investissements à deux facteurs : un fort taux d'inflation et la crainte de bouleversements politiques. Rien de tel n'existe en Allemagne. Pourquoi les chefs d'entreprise allemands se montrent-ils eux aussi très réservés dans leur politique d'investissement ? »

« D'abord, je ferais remarquer que si les dépenses d'équipement sont dans l'ensemble insuffisantes, nous attendons tout de même un accroissement en volume des investissements de 8 à 7 %, comme cela a déjà été le cas en 1976. Il faut bien remarquer que, là encore, la situation est très complexe. Dans certains secteurs, comme l'automobile, les dépenses d'équipement sont en forte expansion, alors que, dans d'autres industries, elles subissent encore l'effet d'une dépression structurelle. »

« D'une manière plus générale, notre économie continue à souffrir d'une distorsion entre les coûts et la capacité bénéficiaire. Le niveau des profits n'est pas encore revenu à la normale, tout au moins en moyenne, et cela a un moment où les risques impliqués par l'investissement apparaissent au contraire plus grands qu'auparavant. Rendement du capital diminué et risques accrus, ces deux facteurs combinés expliquent les hésitations des entrepreneurs. Un climat d'incertitude régne encore dans les milieux d'affaires. »

« Dans une conjoncture aussi incertaine, quels principes inspirent la politique monétaire de la Bundesbank ? »

« Depuis l'automne de 1974, la Bundesbank poursuit une politique modérément expansionniste. Nous étions les premiers à combattre l'inflation des années 1972-1974, et cela nous a permis plus tôt qu'aux autres de commencer à relâcher la politique restrictive. Les taux d'intérêt se trouvent actuellement à leur niveau le plus bas depuis 1968, et une grande concurrence existe entre les banques pour chercher les emprunteurs. »

« Dans n'importe quel autre pays, une politique expansionniste du crédit a pour résultat de relâcher l'inflation et de faire baisser la valeur de la monnaie. Les choses se passent-elles différemment en Allemagne ? »

« Jusqu'à maintenant, la relation de cause à effet a été plutôt l'inverse. La baisse des taux d'intérêt est nettement apparue comme conséquence de la diminution des pressions inflationnistes. Au début de 1974, les prix à la consommation montaient à un rythme annuel de 7,9 %. Ils ont depuis lors diminué de quatre points. Ce mouvement a été accompagné par une baisse des taux d'intérêt à peu près de même pourcentage. Le taux des obligations publiques est tombé, en quelques années, de 10,5 à 6,5 %, actuellement, ce qui est le niveau le plus bas des pays industrialisés, Suisse exceptée. »

« La Bundesbank se fixe désormais chaque année un objectif de croissance de la masse monétaire. Avez-vous l'intention de continuer sur cette voie ? »

« Nous considérons cette pratique encore comme une expérience, mais une expérience très utile. Chaque fois que la masse monétaire croît plus vite ou plus lentement que l'objectif que nous nous sommes fixé, cela nous conduit à réexaminer la situation et notre politique de crédit. »

La forte augmentation des importations industrielles

« Estimez-vous que la revalorisation du deutschemark devrait se poursuivre ? »

« Je considère qu'il serait déraisonnable de faire des prévisions dans ce domaine. La seule chose que je puisse dire, c'est notre volonté de continuer de jouer le jeu d'une monnaie flottante d'après les règles du Fonds monétaire. Si le marché poussait le DM vers le haut d'une manière durable, nous ne nous opposerions pas, sans pour autant des désordres sur le marché des changes. Nous approuvons les propos qu'avait tenus à l'assemblée générale de Manille le directeur général du Fonds monétaire, M. Johannes Witteveen, et qu'a tenus encore, la semaine dernière, M. Arthur Burns, président du système de réserve fédéral, et suivant lesquels les pays en excédent ne devraient pas résister aux tendances fondamentales du marché pour leurs monnaies. »

« L'excédent que la balance commerciale allemande continue à connaître ne conduira-t-il pas de toute façon à une hausse du deutschemark ? »

« On oublie souvent qu'un excédent commercial appréciable est rendu nécessaire par le fait

que l'Allemagne est le pays qui connaît le plus fort déficit pour la balance des services et transferts (tourisme, rapatriement de fonds par les travailleurs étrangers, frais de transport, etc.). Ce qu'il faut considérer, c'est l'ensemble de la balance des paiements courants qui, en 1976, a dégagé un surplus de quelque 3 milliards de dollars. Les deux premiers mois de cette année ont été déficitaires, mais nous estimons actuellement que la balance des paiements courants connaîtra probablement un excédent en 1977 dont le montant pourrait être la moitié de celui de l'année dernière. Quant à la balance des paiements globaux, elle est en léger déficit : le bas niveau des taux d'intérêt entraîne un courant permanent d'exportations de capitaux. »

« Cela dit, la revalorisation du deutschemark a eu pour effet d'encourager les importations, ce qui est sans doute la meilleure façon de soutenir l'activité des autres pays. En 1976, la valeur des achats allemands dans les autres pays de l'O.C.D.E. a été supérieure de 20 % aux chiffres correspondants de 1974 et de 19 % aux chiffres correspondants de 1975. Si on regarde les importations américaines en provenance des pays européens de l'O.C.D.E., elles se sont accrues de 11 % de 1975 à 1976. Mais cela a juste compensé la baisse des importations dans la récession de 1975. Ainsi, en 1976, l'Amérique n'a pas acheté dans les pays européens plus qu'en 1974. »

« Cette semaine doit se réunir à Washington le comité intermédiaire du Fonds monétaire. Le sujet à l'ordre du jour sera, une fois de plus, le recyclage des capitaux. L'idée est parfois exprimée que le système bancaire privé ne pourra plus continuer sur la même échelle que par le passé à prêter aux pays déficataires les fonds déposés par les pays pétroliers. Cette crainte vous paraît-elle justifiée ? »

« Je voudrais d'abord faire une remarque de caractère général. Les excédents des pays de l'O.P.E.P. ne seraient certainement pas aussi importants et persistants si les États-Unis n'avaient pas récemment augmenté d'une façon spectaculaire leurs importations de pétrole (+ 30 % en valeur en 1976). Ainsi, une partie croissante du déficit pétrolier structurel du monde est à la charge des États-Unis, qui n'auront pas de difficulté pour le financer. Quant à la contribution des banques privées au financement des déficits de balances des paiements, on devrait se garder d'y voir un problème de caractère général. C'est

un problème pour quelques pays présentant des déficits et des engagements excessifs. On doit se demander aussi comment les banques pourraient être mieux informées sur la situation économique et financière des pays débiteurs. »

« Cela justifie-t-il un accroissement des ressources du Fonds monétaire, comme le demande M. Witteveen ? Ce-ci propose d'une part de créer un fonds spécial alimenté par les pays de l'O.P.E.P. et par les pays industrialisés les plus « riches » et, d'autre part, de procéder, en 1977, à une nouvelle augmentation des souscriptions des membres du F.M.I. La République fédérale approuve-t-elle l'ensemble de ces projets ? »

« En ce qui concerne la création du fonds spécial, nous pensons qu'il pourrait être utile, pour traiter des quelques cas auxquels je faisais allusion tout à l'heure. Cela permettrait de canaliser une partie des excédents pétroliers directement aux pays les plus affectés. En outre, l'intervention du Fonds monétaire aurait pour intérêt d'associer l'octroi de crédits spéciaux à des programmes de redressement économique et financier. En ce qui concerne un nouvel accroissement général des quotes-parts, on doit d'abord réfléchir et faire entrer en vigueur l'accroissement décidé l'année passée. Quant à un nouvel accroissement, il ne sera pas encore décidé à Washington, mais peut-être en sera-t-il discuté. Nous pensons qu'il devra être modéré. »

Propos recueillis par PAUL FABRA.

FG



CAPEL
habille en long
comme en large

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.
• Capel-Rive Gauche : centre com. Mairie-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
• Capel Madolesne : 28 bd Madolesne 75008 Paris, 266.34.21.

LE CHATEAU DE NEUILLY
50, BD DE LA GAUSSAYE,
NEUILLY-SUR-SEINE.
UN PETIT IMMEUBLE
DE TRÈS GRAND PRESTIGE
Reste : 8 appartements
pour 6 privilégiés.
Tél. : à Kadya Roukni
747-45-16.
Bureau de vente SUR PLACE, les
mardi et jeudi : 9 h. 30 à 13 h. 30.
Tél. : 747-94-71.
REALISATION
GROUPE FRANÇOIS PONS

Partout,
moins cher,
12 mois sur 12
avec
**nouvelles
frontières**

DECOUVERTE INDIVIDUELLE

Départ de Paris

NEW YORK	1 450 F
MONTREAL	1 530 F
SAN FRANCISCO	2 650 F
LOS ANGELES	2 680 F
RIO	2 900 F

Départ de Bruxelles

NEW YORK	1 250 F
MONTREAL	1 430 F
LIMA	2 150 F

Aller-retour
Vols à dates fixes

CIRCUITS INITIATION
AU VOYAGE

Decouverte d'Haiti
du 29 juin au 21 juillet
du 13 juillet au 4 août
du 3 août au 23 août
3 350 F

Decouverte du Pérou
Bolivie
du 1^{er} juillet au 30 juillet
du 31 août au 29 septembre
4 650 F

Renseignements et inscriptions à :
NOUVELLES FRONTIÈRES
TOURAVENTURE
63, av. Denfert-Rochereau
75014 PARIS
Tél. : 329.12.14
119, rue Solferino
93000 LILLE
Tél. : 54.24.04
34, rue Franklin, 69002 LYON
Tél. : 37.16.47
LIC 783 A

L'Espagne facile.

Air France vous rend maintenant l'Espagne encore plus accessible.
Grâce à de nouveaux tarifs aller-retour valables dès le 1^{er} avril au départ de Paris.

ALICANTE	720F
BARCELONE	570F
MALAGA	875F
PALMA	630F
SEVILLE	875F

• L'Espagne plus souvent.

Des prix très réduits, donc des voyages plus fréquents, si vous le souhaitez. Tous les mardis, mercredis, jeudis. Vous voyagez sur les lignes régulières d'Air France ou d'Iberia, ce qui vous garantit la fréquence des vols, la régularité des horaires, la qualité du service à bord.

• L'Espagne plus longtemps.

A ces nouveaux tarifs correspondent de nouvelles facilités. Pour un séjour d'au moins une semaine et pouvant aller jusqu'à 3 mois, il vous suffit de voyager à 2 personnes minimum (à l'aller comme au retour), 2 enfants de moins de 12 ans comptant pour un adulte.

Pour tous renseignements et précisions complémentaires sur l'application de ces tarifs, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France.

AIR FRANCE

AIR FRANCE LA GARANTIE DES VOLS RÉGULIERS **IBERIA**

8 jours aux U.S.A.

pour étudier

LA PUBLICITÉ INDUSTRIELLE

au cours du séminaire organisé par l'I.S.I.
du 16 au 22 mai 1977
à la demande de l'A.F.P.I.,
Association Française de Publicité Industrielle qui regroupe les
spécialistes de la Communication Industrielle
Renseignements :
I.S.I., 4, cité Malesherbes - 75009 Paris - Tél. 280-42-41

un décorateur pour interlocuteur



Demandez « le coin du décorateur », supplément gratuit au catalogue Roche-Bobois consacré aux tapis, moquettes, rideaux, voilages et tout l'environnement contemporain.

ROCHE-BOBOIS

Bon à découper pour recevoir « le coin du décorateur »
nom adresse
Demande à adresser à ROCHE-BOBOIS S.P.A. 275-09 / 75424 PARIS CEDEX 08.

Dr G
Struc
e
un grand
Dr
Nait

مَكْنَا مِنْ الْأَصْلِ